

REPUBLIQUE DU NIGER



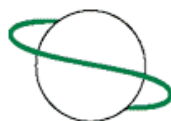
Fraternité – Travail – Progrès
CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE
CABINET DU PREMIER MINISTRE

CONSEIL NATIONAL DE
L'ENVIRONNEMENT POUR UN
DEVELOPPEMENT DURABLE



SECRETARIAT EXECUTIF

FONDS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



FEM

PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT



PNUD

**Projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base
Communautaire au Niger »**

Etude sur la Situation de Référence

Décembre 2015

Sigles et Abréviations

ABC : Adaptation à Base Communautaire

AFN : Association des Femmes du Niger

AGR : Activité Génératrices de Revenus

AME : Association des Mères Eductives

BAB : Banque à Aliment Bétail

BC : Banque Céréalière

BIZ : Boutique d’Intrants Zootechnique

BPS : Brigadier PhytoSanitaire

CES/DRS : Conservation des Eaux du Sol/ Défense et Restauration du Sol

CNEDD : Conseil National de l’Environnement pour un Développement Durable

COGES : Comité de Gestion

CSI : Centre de Santé Intégré

FEM : Fonds pour l’Environnement Mondial

GIEC: Groupe Intergouvernemental d’Experts sur l’Evolution du Climat

HIMO : Haute Intensité de Main d’Oeuvre

MAEP : Mini Adduction d’Eau Potable

MMD : Mata Masu Dubara

OCB : Organisation Communautaire de Base

ONG : Organisation Non Gouvernemental

PANA : Programme d’Action National pour l’Adaptation aux changements climatique

PDSA/BA : Projet de développement de la Sécurité Alimentaire/ Birnin Lallé et Ajékoria

PLD : Plan Local de Développement

PNAT : Politique nationale de l’Aménagement du Territoire

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SAP/GC : Système d'Alerte Précoce et Gestion de Catastrophe

SRAT : Stratégie Régionale de l'Aménagement du Territoire

Sommaire

I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET	3
III. RAPPEL DES OBJECTIFS, RESULTATS ATTENDUS ET DOMAINES D'INTERVENTION DU PROJET	4
3.1. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET	4
3.1.1. OBJECTIF GLOBAL DU PROJET	4
3.1.2. EFFETS ATTENDUS	4
3.2. DOMAINES D'INTERVENTION DU PROJET	4
IV. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE	7
4.1. OBJECTIF GENERAL	7
4.2. RESULTATS ATTENDUS	7
V. METHODOLOGIE	9
5.1. PRELIMINAIRE	9
5.2. COLLECTES DE DONNEES ET D'INFORMATIONS	9
5.2.1. REVUE DOCUMENTAIRE.	9
5.2.2. ENTREVUES.	9
5.2.3. CONCEPTION DES OUTILS	9
5.2.4. VISITE DE TERRAIN :	10
5.2.5. SYNTHESE ET ELABORATION DU RAPPORT DE SITUATION DE REFERENCE.	10
VI. ANALYSE DE LA SITUATION DE BASE DES DIFFERENTES COMMUNES	11
6.1. COMMUNE RURALE D'AJEKORIA	11
6.1.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	11
6.1.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUES :	12
6.1.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	17
6.1.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	17
6.1.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	17

6.1.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	18
6.1.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CEREALIERES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS ET EN PESTICIDES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS ZOOTECHNIQUES, ETC.)	19
6.1.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	19
6.1.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	19
6.1.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	20
6.1.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE D'ADJEKORIA.	21
6.1.12. VALEURS DE REFERENCE DES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	23
6.2. COMMUNE RURALE D'AZAGOR	27
6.2.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	27
6.2.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUE	29
6.2.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	32
6.2.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	32
6.2.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	32
6.2.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	33
6.2.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CEREALIERES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS ET EN PESTICIDES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS ZOOTECHNIQUES, ETC.)	34
6.2.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	34
6.2.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	34
6.2.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	35
6.2.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE RURALE D'AZAGOR	36
6.2.12. LES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	39
6.3. COMMUNE RURALE DE BERMO	43
6.3.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	43
6.3.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUES	45
6.3.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	46
6.3.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	47

6.3.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	47
6.3.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	47
6.3.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CEREALIERES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS ET EN PESTICIDES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS ZOOTECHNIQUES, ETC.)	48
6.3.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	48
6.3.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	48
6.3.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	49
6.3.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISSES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE RURALE DE BERMO	50
6.3.12. VALEURS DE REFERENCE DES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	55
6.4. COMMUNE URBAINE DE DAKORO	59
6.4.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	59
6.4.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUE	60
6.4.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	61
6.4.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	62
6.4.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	62
6.4.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	62
6.4.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CEREALIERES, BOUTIQUES D'INTRANTS AGRICOLES, MAGASINS DE WARRANTAGE, ETC.)	63
6.4.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	63
6.4.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	63
6.4.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	63
6.4.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISSES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE URBAINE DE DAKORO	65
6.4.12. VALEURS DE REFERENCE DES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	66
6.5. COMMUNE RURALE DE GADABEJI	70
6.5.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	70
6.5.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUE	70
6.5.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	71
6.5.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	72

6.5.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	72
6.5.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	72
6.5.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CEREALIERES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS ET EN PESTICIDES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS ZOOTECHNIQUES, ETC.)	73
6.5.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	73
6.5.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	73
6.5.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	74
6.5.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE RURALE DE GADABEJI	75
6.5.12. VALEURS DE REFERENCE DES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	77
6.6. COMMUNE RURALE DE KORAHANE	80
6.6.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	80
6.6.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUE	80
6.6.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	81
6.6.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	81
6.6.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	82
6.6.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	82
6.6.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CEREALIERES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS ET EN PESTICIDES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS ZOOTECHNIQUES, ETC.)	82
6.6.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	83
6.6.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	83
6.6.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	83
6.6.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE RURALE DE KORAHANE	84
6.6.12. VALEURS DE REFERENCE DES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	88
6.7. COMMUNE RURALE DE ROUMBOU	92
6.7.1. LOCALISATION ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :	92
6.7.2. CARACTERISATION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUE	92
6.7.3. DEGRADATION DES TERRES ET DEGRE DE PERTE DE CAPITAL NATUREL AU NIVEAU DE LA COMMUNE	93

6.7.4. CAPACITE DE RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DES COMMUNAUTES VIVANT DANS L'INSECURITE ALIMENTAIRE POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	94
6.7.5. MESURES POUR ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE FACE A L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES ET A UNE PLUS GRANDE FREQUENCE DES SECHERESSES	94
6.7.6. APPRECIATION DE LA CAPACITE D'ADAPTATION DU SECTEUR AGRICOLE AFIN DE FAIRE FACE AUX RISQUES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	95
6.7.7. INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES OPERATIONNELLES (BANQUES CERELIERES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS ET EN PESTICIDES, MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS ZOOTECHNIQUES, ETC.)	95
6.7.8. CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES SITES PILOTES A MOBILISER LES FONDS POUR LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES ET POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES	95
6.7.9. CAPACITE INSTITUTIONNELLE DES SERVICES D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE NOTAMMENT LES SERVICES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION A FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	95
6.7.10. PRINCIPALES INTERVENTIONS D'ADAPTATION CONSIDEREES LORS DU PROCESSUS DU PANA COMME PRIORITAIRES PAR LES ACTEURS AUX ECHELONS NATIONAL, DEPARTEMENTAL, COMMUNAL ET VILLAGEOIS	96
6.7.11. REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET APPRECIATION DU NIVEAU D'INTERNALISATION DES LEÇONS APPRISES ET DE GESTION DU SAVOIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE DE RURALE DE ROUMBOU	97
6.7.12. VALEURS DE REFERENCE DES INDICATEURS OPERATIONNELS DE SUIVI.	99
VII. CONCLUSION	107
VIII. DOCUMENTS CONSULTES	108
IX. ANNEXES	109
ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE	109
ANNEXE 2 : FICHE DE COLLECTE DE DONNEES TERRAIN : INFORMATION DE BASE	115

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Répertoire des intervenants au niveau de la commune d'Adjékoria :	21
Tableau 2 : Répertoire des organisations locales au niveau de la commune	22
Tableau 3 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi :	23
Tableau 4 : Répertoire des organisations locales de la zone d'intervention au niveau de la commune rurale d'Azagor	36
Tableau 5 : Collecte de données de terrain : Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention	38
Tableau 6 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.....	39
Tableau 7 : Répertoire des organisations locales de la zone d'intervention au niveau de la commune rurale de Bermo	50
Tableau 8 : Collecte de données de terrain : Situation des intervenants. Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention.....	54
Tableau 9 : Collecte de données de terrain : Niveau actuel des indicateurs du projet ABC.....	55
Tableau 10 : Principaux intervenants au niveau de la Commune urbaine de Dakoro	65
Tableau 11 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.....	66
Tableau 12 : Collecte de données de terrain : Situation des intervenants dans le cadre du cofinancement.....	75
Tableau 13 : Collecte de données de terrain : Niveau actuel des indicateurs du projet ABC.....	77
Tableau 14 : Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention	84
Tableau 15 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.....	88
Tableau 16 : Principaux intervenants et au niveau de la Commune de rurale de Roumbou	97
Tableau 17 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.....	99
TABLEAU 18 : Indicateurs de suivi du projet ABC	102

Liste des Annexes

Annexe 1 : Termes de Référence	109
Annexe 2 : Fiche de collecte de données terrain : Information de base.....	115

I. INTRODUCTION

Le présent travail rentre dans le cadre de l'établissement de la situation de référence de la zone d'intervention du projet « **Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger** » afin d'être en mesure de mieux exposer ses réalisations, les effets et impacts induits par leur utilisation.

Aussi, l'établissement de la situation de référence du projet devra permettre de disposer d'une situation de départ des valeurs quantitatives ou qualitatives des principaux indicateurs de mesure de performances, de résultats et des impacts du projet.

Les valeurs des indicateurs qui caractérisent la situation de départ du projet serviront de base de comparaison avec les valeurs des mêmes indicateurs de la situation du projet à mi-parcours ou en fin de phase. Les indicateurs retenus pour apprécier les résultats du projet se déclinent en :

- indicateurs de mise en œuvre des actions du projet,
- indicateurs de performance du projet,
- indicateurs de résultats du projet,
- indicateurs d'impact du projet.

Cette étude permettra aussi d'énumérer la situation des expériences antérieures en matière de gestion durable des ressources naturelles dans les zones d'intervention du projet.

Au plan socio-économique, elle fournit les informations sur la fonctionnalité des infrastructures socio-économiques en lien avec les problématiques du projet au niveau des différents sites pilotes à savoir :

Département de Dakoro :

- 1) Commune rurale d'Adjékoria ;
- 2) Commune rurale d'Azagor ;
- 3) Commune Urbaine de Dakoro ;
- 4) Commune rurale de Korahane ;
- 5) Commune rurale de Roumbou ;

Département de Bermo :

- 6) Commune rurale de Bermo;
- 7) Commune rurale de Gadabéji ;

Le présent document, qui fait office de rapport sur la situation de référence des sites pilotes du projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger », comprend, outre la partie introductive, les points suivants :

- Contexte et justification du projet ;
- Objectifs, résultats attendus et domaines d'intervention du projet ;
- Objectifs et résultats attendus de l'étude ;
- Méthodologie ;
- Analyse de la situation de Base des différents sites Pilotes ;
- Conclusion ;
- Annexes.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Le climat du Niger est caractérisé par une forte variabilité, notamment par rapport aux précipitations. Au cours des quarante dernières années, le pays a connu sept épisodes de sécheresse dont les conséquences sur les productions agropastorales, la sécurité alimentaire et la vie socioéconomique occasionnant parfois des situations de famine. La récente sécheresse de 2010, a fait chuter la production agricole de 12% par rapport à la moyenne et la malnutrition a affecté 32% de la population. L'impact de la sécheresse est exacerbé par des pratiques agricoles et pastorales dévastatrices qui laissent les sols exposés et vulnérables à l'érosion. A tous ces aléas, s'ajoutent d'autres phénomènes climatiques comme les inondations, les tempêtes de sable, les invasions acridiennes et les maladies climato-sensibles.

A l'instar des pays africains, particulièrement du Sahel, le Niger fait partie des zones considérées par le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) parmi les plus vulnérables aux effets de la variabilité et du changement climatiques. D'autre part, la pauvreté généralisée, l'aridité du climat et une économie essentiellement agricole exacerbent cette vulnérabilité aux changements climatiques.

De façon générale, les données factuelles et objectives montrent que le Niger est extrêmement vulnérable à la variabilité et aux changements climatiques pour des raisons structurelles et conjoncturelles, que la situation ne va pas s'améliorer s'il n'en tient qu'au climat et aux pressions anthropiques et qu'il faille mettre en place des efforts soutenus, massifs, conjugués et efficaces pour augmenter la résilience climatique dans les secteurs clés de la vie socio-économique du pays, et en particulier le secteur agricole.

C'est dans ce contexte que, le Gouvernement du Niger a reçu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un financement pour la mise en œuvre du projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger ».

La situation recherchée est la mise à l'échelle et la diffusion aux niveaux locaux des pratiques d'adaptation qui ont démontré de bons résultats, afin de catalyser un développement résilient face aux facteurs climatiques dans les secteurs les plus vulnérables. Les changements climatiques seront intégrés dans les plans communaux de développement et les budgets des communes ciblées, et l'information agrométéorologique sera disponible pour les différents acteurs. Des communautés résilientes capables d'effectuer un changement social et un développement socio-économique durable seront créées dans les communes d'intervention du projet.

III. RAPPEL DES OBJECTIFS, RESULTATS ATTENDUS ET DOMAINES D'INTERVENTION DU PROJET

3.1. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

3.1.1. Objectif global du projet

L'objectif général du projet est de «de renforcer la capacité de réaction et d'adaptation des services administratifs/techniques de soutien aux communes pour permettre la génération d'une masse critiques de résilience communautaire aux changements climatiques et de parvenir à une économie plus résiliente au climat dans la région de Maradi ».

3.1.2. Effets attendus

Pour atteindre cet objectif, deux effets sont attendus :

- l'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des communes prioritaires de la région de Maradi ;
- des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des communes prioritaires dans la région de Maradi.

3.2. DOMAINES D'INTERVENTION DU PROJET

Pour l'atteinte des résultats énumérés, plusieurs domaines d'intervention ont été identifiés. Ces domaines d'intervention se résument aux activités visant à faire face aux besoins urgents et immédiats des populations vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. Il s'agit notamment de :

- Mise à disposition des outils d'intégration des changements climatiques dans les plans de développement (PLD, SRAT, PNAT) et dans la gestion et la planification des activités socio-économiques aux membres et agents techniques des conseils régionaux/communaux, les services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) et les OCB et les ONG actifs dans les 7 communes d'intervention ;
- Mise en place d'un système de communication effectif et durable afin de fournir l'information climatique pertinente, des conseils agro-hydrométéorologiques, ainsi que d'autres outils de gestion des risques climatiques aux membres des conseils

communaux, aux services techniques et aux organisations communautaires (OCB et ONG) ;

- Révision et mise à jour des plans de développement communaux et les budgets annuels de six (6) communes prioritaires pour y intégrer la gestion effective des risques climatiques, financer des investissements résilients ;
- Identification et diffusion des meilleures pratiques ABC (y compris des aspects désagrégés par genre) et mise en place d'un apprentissage intercommunautaire sur les aspects d'adaptation dans la région de Maradi et dans le pays dans son ensemble pour appuyer la réplique des résultats à d'autres communautés vulnérables ;
- Mise en œuvre d'AGR résilientes et porteuses pour au moins 3300 chefs de ménage - producteurs ruraux, issus des 7 communes prioritaires, dont 80% de femmes ;
- Renforcement des capacités des producteurs en entrepreneuriat et gestion des filières porteuses pour renforcer la viabilité et la durabilité des actions de résilience ;
- Mise en place d'une chaîne opérationnelle pour la production, la conservation et la distribution de semences résistantes à la sécheresse et à cycle court pour le mil, le sorgho, le niébé, l'arachide et le souchet ;
- Renforcement du système de distribution des intrants agricoles et zootechniques dans les 7 communes d'intervention ;
- Diffusion des techniques CES/DRS au sein des 7 communes d'intervention ;
- Aménagement de 250 ha de surface agricole avec des systèmes de micro-irrigation et diffusion des techniques de micro-irrigation et de gestion durable des ressources en eau auprès de 1500 producteurs ruraux, dont 50% de femmes, au sein de 3 communes ciblées

Pour mener à bien ces activités, le projet envisage de conduire une étude de situation de référence de sa zone d'intervention afin d'être en mesure de mieux exposer ses réalisations et les effets et impacts induits par leur utilisation. Il s'agira, entre autres, de réaliser les tâches suivantes :

- Caractérisation biophysique des sites pilotes : limites naturelles, climat, relief, sols, végétation, ressources en eaux ;
- Caractérisation démographique et socioéconomique: aspects sociaux démographiques, activités socioéconomiques, infrastructures et moyens de transport, analyse organisationnelle (types d'organisation : organisations de base, associations de parents d'élèves, organisation d'appui au développement, partenariat et relations internes et externes), pauvreté, institutions de financement des activités économiques et entrepreneuriales des sites pilotes;
- Appréciation de la capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique ;
- Recensement et appréciation des mesures pour accroître la production agricole face à

- l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses ;
- Appréciation du niveau de dégradation des terres et le degré de perte de capital naturel, au niveau des sites pilotes ;
 - Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques ;
 - Recensement des infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, magasins d'approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d'approvisionnement en intrants zootechniques, etc.) ;
 - Appréciation des capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres ;
 - Appréciation de la capacité institutionnelle des services d'appui au secteur Agricole notamment les services d'information et de vulgarisation à faire face au changement climatique ;
 - Identification et notification des principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois ;
 - Elaboration d'un répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau des sites pilotes.

IV. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE

4.1. Objectif général

L'objectif général de l'étude est de permettre au projet de disposer d'une masse critique d'informations socioéconomiques et environnementales à l'échelle des sites pilotes lui permettant d'asseoir une base de données de situation « avant intervention » pour mieux évaluer les résultats induits par le projet sur les communautés bénéficiaires et leur environnement.

L'établissement de la situation de référence du projet devra permettre de disposer d'une situation de départ des valeurs quantitatives ou qualitatives des principaux indicateurs de mesure de performances, de résultats et des impacts du projet.

L'étude relèvera aussi la situation des expériences antérieures en matière de gestion durables des ressources naturelles dans les zones d'intervention du projet. Au plan socio-économique, l'étude fournira les informations sur la fonctionnalité des infrastructures socio-économiques en lien avec les problématiques du projet.

Cette étude se basera en grande partie sur les éléments d'appréciation les plus évidents et les mieux attribuables au projet afin de limiter la subjectivité et les lacunes d'attribution possibles. Les informations qui seront rendues disponibles par l'activité permettront ainsi de mettre en évidence les résultats réellement atteints du fait de l'intervention du projet et mieux orienter les travaux des mission d'évaluation du projet.

4.2. RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu les résultats suivants :

- une analyse documentaire sur la conception du projet et son dispositif de suivi-évaluation est conduite ;
- les indicateurs essentiels de niveau d'effet et d'impact sont analysés et leurs opérationnalités vérifiées ;
- une désagrégation des indicateurs opérationnels en des paramètres perceptibles sur le terrain est faite ;
- des outils permettant d'appréhender les paramètres de collecte sont élaborés et validés ;
- une collecte de données est conduite sur les sept sites d'intervention du projet,

- une analyse des données et une interprétation des résultats est faite,
- un document est soumis à la critique, corrigé et rendu disponible à temps opportun.

Ainsi, au terme du processus, il est attendu sous forme de produits:

- des fiches de collecte renseignées par site d'intervention du projet sur la base des indicateurs retenus,
- un rapport de synthèse de la situation de référence du projet qui ressort aussi la méthodologie utilisée, les difficultés rencontrées et les recommandations.

V. METHODOLOGIE

La réalisation des différentes tâches a été menée dans la plupart des cas de manière participative pour permettre de déterminer pour chaque site étudié, l'état des lieux. Le consultant chargé de la réalisation de cette étude est un Expert en aménagement et Gestion des Ressources Naturelles. Il a été appuyé par les Volontaires de Nations Unies affectés au niveau des différentes communes d'intervention du projet.

5.1. Préliminaire

Pour mener à bien l'étude, le travail a débuté par une rencontre avec le commanditaire pour préciser davantage la thématique et aussi pour connaître les communes d'intervention du projet. Ces rencontres ont permis de préciser les principaux supports de l'étude notamment les questionnaires, la liste des personnes à interviewer, les principaux documents à consulter et les sites web à visiter.

5.2. Collectes de données et d'informations

5.2.1. Revue documentaire.

La revue documentaire a consisté au rassemblement et à l'exploitation de toutes les informations disponibles sur les sites pilotes (monographies, Plans de Développement Communautaire (PDC), PLEA, etc.). Cette revue a permis au consultant d'avoir un paquet d'informations pouvant concourir à l'élaboration du rapport.

5.2.2. Entrevues.

L'analyse documentaire a été complétée par des entrevues auprès des personnes-ressources représentant les Institutions et Organisations ayant participées à l'élaboration et/ou à la mise en œuvre du projet ou intervenant dans l'amélioration des conditions de vie des populations dans les communes d'intervention du projet. Ces entrevues ont permis d'obtenir des informations qualitatives et quantitatives pour appréhender l'articulation entre la vision du programme et celle des populations locales. Ils ont également permis de dégager des pistes pour mieux affiner les outils et les questionnaires à réaliser.

5.2.3. Conception des outils

Sur la base de la revue documentaire et des résultats attendus de l'étude, des outils de collecte de données ont été élaborés pour la collecte de données de terrain sur les

informations de base de la commune, dont le but est de restituer les conditions environnementales, sociales, économiques et culturelles des unités d'intervention et de s'interroger sur les problèmes relatifs à la diversité biologique (perte de biodiversité), à la désertification (dégradation des terres) et aux changements climatiques touchant la commune. A ce niveau, quatre fiche/grille ont été élaborées à savoir : Grille de lecture de l'état de la biodiversité, Grille de lecture de l'état des changements climatiques, Grille de lecture de l'état de la désertification et une Fiche bilan-synthèse. Pour la collecte de données de terrain sur la situation des intervenants et le répertoire des organisations locales de la zone d'intervention, une fiche a été élaborée à cet effet.

5.2.4. Visite de terrain :

Parallèlement à la revue documentaire et aux entrevues, une visite de terrain a été effectuée afin d'appliquer les outils élaborés et de collecter les informations nécessaires à la réalisation de l'étude. Les enquêtes de terrain réalisées ont ainsi porté sur :

- le milieu humain (les caractéristiques démographiques et socio démographiques, l'état des établissements humains) ;
- les activités économiques, (les activités de production d'une manière générale et notamment les sources de revenus) ;
- les infrastructures et équipements existants (le niveau d'équipement du village des services sociaux de base et l'accès aux équipements),
- le milieu biophysique (l'inventaire des ressources ligneuses et non ligneuses du terroir villageois).

5.2.5. Synthèse et élaboration du rapport de situation de référence.

Il s'est agi au cours de cette étape, de synthétiser et d'analyser les données collectées sur le terrain et dans un deuxième temps, procéder à la rédaction du rapport provisoire sur la situation de référence des communes.

VI. ANALYSE DE LA SITUATION DE BASE DES DIFFERENTES COMMUNES

6.1. COMMUNE RURALE D'AJEKORIA

6.1.1. Localisation et principales caractéristiques :

La commune Rurale d'Adjékoria est située dans la région de Maradi, département de Dakoro, et fait partie des 5 communes (Kornaka, Mai Yara, Dan Goulbi, Sabon Machi, et Adjékoria) du canton de Kornaka. Le chef-lieu de la commune qui est Adjékoria se trouve à 105 km de Maradi, et à 25 km au sud de Dakoro sur la route bitumée Dakoro-Maradi.

La commune rurale d'Adjékoria est limitée par :

- Au Nord par les communes rurales de Birni Lallé et Korahane ;
- A l'Est et au Sud par la commune rurale de Kornaka ;
- A l'Ouest le département de Madaoua, Bouza et la commune rurale de Dan Goulbi.

La commune rurale d'Adjékoria a une superficie de 1890 km² (source : PDC 2015) pour une population estimée à 79 108 habitants dont 39 237 hommes et 39 871 femmes en 2012 (résultats définitifs RGP/H2012) répartie dans 118 villages dont 83 villages administratifs.

Les principales activités économiques des populations sont surtout celles du primaire (agriculture, élevage) et du secondaire (commerce, artisanat).

Deux types de sol caractérisent la commune d'Adjékoria. Il s'agit principalement :

- Des sols sableux (Jigawa) légers et peu productifs. Ils occupent la majeure partie de la superficie de la commune ;
- les sols sablo-argileux (Gueza) que l'on rencontre en infime partie dans la bande Nord et Ouest. Ils sont lourds et difficiles à travailler mais plus productifs.

La commune rurale d'Adjékoria a un climat de type sahélien marqué par la continentalité, avec une pluviométrie moyenne annuelle de 350 mm mal répartie dans le temps et l'espace.

La végétation sur le plateau de la commune rurale d'Adjékoria est fortement dégradée à strate arborée et est dominée par *Faidherbia*, *Balanites aegyptiaca*, *Accacia radiana*, *Zizphus moritiana*. La strate des herbacées comprend : *Cenchrus biflorus*, *Eragrostis tremula*, *Andropogon gayanus*, *Alysicarpus ovalifolius*. Quant aux combrétacées, elles sont dominées par *Guiera senegalensis*, *Boscia senegalensis*, *Maerua crassifolia*, *Calotropis procera*.

Cette végétation est fortement menacée avec l’envahissement d’autres espèces et la pression démographique.

Les espèces menacées sont : *Faidherbia albida*, *Balanites aegyptiaca*, *Accacia radian*, *accacia Nilotica*, *Accacia albida* (Gao), *Accacia raddiana*, *Balanites egyptiaca* (Adoua), *Ziziphus mauritiana*, *Accacia senega*, *Prosopis africana* (Kriya) ; *andropogon gayanus* (Gamba).

Les espèces envahissantes sont : *Eragrotis tremula* (Tsintsiya), *sida cordifolia*.

La faune : quant à elle a complètement disparue du fait de la sécheresse et du braconnage. Les seules espèces qu’on rencontre rarement sont les lièvres, les reptiles et les oiseaux.

Ressources en eau

Elles sont constituées des eaux de surfaces et des eaux souterraines. Les premières sont nombreuses, mais la durée de rétention d’eau varie d’un à deux mois (cas de la mare de Boudou) après la saison des pluies ; ceci empêche de réaliser les cultures de contre saison.

Quant aux ressources en eaux souterraines, d’énormes potentialités existent. La commune se situe dans la formation sédimentaire où deux familles de systèmes aquifères s’identifient :

- les nappes alluviales qui sont captées et exploitées à travers des puits cimentés et des puisards ;
- les nappes fossiles profondes captées par les forages et exploitées soit par un système mécanisé (pompe à motricité humaine et électrique), soit à travers de contre puits.

Une autre particularité de la zone est la profondeur de la nappe phréatique (70 à 90 m).

6.1.2. Caractérisation démographique et socioéconomiques :

Le premier occupant d’Adjékoria serait un descendant du village de Kortomido situé à 30 km au Sud d’Adjékoria. L’occupant serait en voyage avec sa femme en début d’hivernage quand il arriva à l’actuel site où il demanda à sa femme de déposer laalebasse, car il a trouvé un endroit pour semer. C’est de là que le village a pris le nom d’Adjékoria qui signifie « dépose laalebasse » en Haoussa.

On distingue trois langues parlées : le Fulfuldé, le Tamachèque, et le Haoussa. Cette dernière est la plus parlée, car elle sert de moyen de communication dans les transactions commerciales et autres relations sociales.

La commune rurale d'Adjékoria a une superficie de 1890 km² (source : PDC 2015) pour une population estimée à 79 108 habitants dont 39 237 hommes et 39 871 femmes en 2012 (résultats définitifs RGP/H2012) répartie dans 118 villages dont 83 villages administratifs, 35 hameaux rattachés (source : PLEA 2013). La densité moyenne de La population est de 41, 85 habitants/km². Les principaux groupes ethniques sont composés des Haoussas groupe majoritaire, des Touaregs et des Peulhs.

La religion dominante est l'Islam, qui selon le dernier recensement de la population est pratiqué par environ 99% de la population. Cependant, il existe encore quelques survivances de certaines pratiques animistes comme les "Yan Tauris".

Il faut noter la présence d'un site sacré « kouchéwa tawa » qui est la tombe des ancêtres des Gobir qui sera bientôt inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les cérémonies de baptême, de mariage et de décès et autres festivités sont les différentes manifestations sociales qui illustrent les coutumes d'une société. Dans la commune rurale d'Adjékoria, les coutumes s'observent à travers l'habillement spécifique, les cicatrices, les décorations des chambres des jeunes mariées et les tatouages à bases du henné....

Les terres de cultures sont insuffisantes dans la commune rurale d'Adjékoria, au regard de l'effectif de chaque ménage qui y travaille. Cette situation crée une surexploitation des terres au point où la pratique de la jachère est impossible. L'élevage souffre également de l'insuffisance des aires de pâturage, et du morcellement des couloirs de passage et des aliments pour bétail.

Aujourd'hui, l'acquisition de la terre dans la commune rurale d'Adjékoria se fait selon les règles coutumières et religieuses. Il s'agit de :

- l'héritage direct qui est un moyen par lequel un fils ou une fille hérite directement la terre de son père. C'est le mode d'acquisition le plus répandu dans la commune ;
- l'achat qui est un mode de cession par lequel un individu devient propriétaire terrien par achat direct ;
- le gage, le prêt et la location sont apparus dans certains cas.

L'Utilisation des terres agricoles de la commune est soumise à une exploitation agricole continue avec la tendance de la disparition de la jachère. Cette situation explique les éléments de crise physique et socio-économique que connaît la commune à savoir :

- la crise foncière qui se traduit par le morcèlement de plus en plus fréquent des terres et la pression humaine sur les ressources naturelles qui accélère le processus de la baisse de la fertilité des sols ;
- la dégradation du couvert ligneux, élément essentiel de protection des terres ;
- le maintien de la population dans un état de pauvreté et d'insécurité alimentaire de plus en plus croissant.

Les principales activités économiques de la population sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat le commerce et le transport/communication.

L'agriculture

L'agriculture est la première activité économique de la commune. Elle est pratiquée par toutes les couches sociales.

La production agricole est étroitement liée aux conditions climatiques et est de facto, affectée par les événements extrêmes tels que les sécheresses les inondations, les hautes températures et les vents de sable.

Ces informations révélées, bloquent systématiquement le système de production lié fondamentalement aux sécheresses récurrentes et aux inondations surtout pour ce qui est des cultures de bas-fonds.

La forte démographie qui caractérise la zone entraîne une surexploitation des terres déplaçant ainsi le front agricole vers les aires sensées être réservées aux parcours des animaux.

Les moyens de production toujours archaïques (hilaires), la pauvreté des sols ; faible utilisation des semences améliorées, des engrais chimiques et des pesticides, dépenses ostentatoires après les récoltes, insuffisance des BC...constituent un frein au développement du secteur.

Les principales spéculations cultivées sont : mil, sorgho, niébé, arachide. Les productions sont en grande partie autoconsommées.

Toutefois une partie est vendue surtout l'arachide et le niébé pour la satisfaction des besoins financiers des ménages.

L'élevage

A côté de l'agriculture, l'élevage est la deuxième mamelle de l'économie de la commune.

Il occupe la majeure partie de la main d'œuvre locale, ils sont très nombreux, les habitants de la commune qui sont directement ou indirectement concernés par ce secteur.

C'est d'ailleurs cette situation qui confère à la commune son qualificatif de zone agropastorale. Toutes les catégories domestiques sont élevées dans la commune : les ovins, les asins, les caprins, les bovins, les camelins les équins et la volaille.

L'analyse des diagrammes des flux des sous zones des marchés de la commune (notamment Adjékoria et Golondi) ont acquis leur notoriété à cause surtout de la vente des produits de l'élevage (bétail sur pied, viande, lait, fromage, beurre, cuirs et peaux) qui sont exportés en direction des communes voisines (surtout dans l'Ader), de la ville de Maradi et aussi vers le Nigéria. C'est donc une activité fortement pourvoyeuse de revenus monétaires pour la population et construit à ce titre un potentiel économique très important et une forte opportunité à saisir.

Du point de vu potentiel de la commune en matière pastorale on peut citer entre autres : l'existence des aires de pâturage, couloirs de passage et des points d'eau d'abreuvement, des auxiliaires vétérinaires et surtout la vallée de la Tarka exclusivement pastorale.

Malgré toutes ces potentialités, l'élevage souffre de plusieurs maux entravant son développement.

Les phénomènes climatiques extrêmes tels que les hautes températures, les vents de sable, les sécheresses successives ont fortement affecté l'environnement qui dégrade d'année en année.

Cela a pour conséquence la baisse drastique de la production fourragère suite à la dégradation du couvert végétal marquée par la disparition totale et/ou la migration de certaines espèces végétales.

La forte évaporation entraine la réduction du volume des eaux avec l'assèchement des mares et l'appauvrissement de la nappe phréatique entraînant de facto l'approfondissement des puits.

La raréfaction des ressources en eau combinée à l'insuffisance des aliments fourragers ont favorisé le développement et la fréquence des épizooties.

En outre, les communautés pastorales pratiquant la transhumance sont durement affectées par les conflits d'accès aux ressources naturelles et les pressions sur certains écosystèmes vont connaitre une exacerbation.

L'artisanat

L'artisanat est une activité économique qui est également pratiquée dans la commune. Il s'agit de la vannerie, la couture, la confection des mortiers, des pilons, la forge, la maçonnerie, la poterie, la maroquinerie, le tannage, le cirage de chaussures...etc.

Les produits artisanaux sont encore rudimentaires, ce qui ne favorise pas les conditions l'épanouissement de l'activité.

L'artisanat qui, dans le temps était perçu comme une activité réservée aux quelques héritiers et artisans traditionnels, acquière de plus en plus de l'importance dans la commune.

Il est constitué d'un ensemble d'activités réparties comme suit :

- L'artisanat de service comprend : les dépanneurs de radio, de lampe torche, de téléviseurs, des téléphones portables, de motos ;
- L'artisanat utilitaire comprend les tailleurs, la menuiserie, la bijouterie, la

maroquinerie, la fonderie, la fabriques de clés, la fabrication du matériel agricole (houe, Daba, hilaire, faucille), la confection des nattes, des vans et des poteries.

De manière générale, l'artisanat est aussi une source de revenu pour les populations. Il permet de subvenir à certains besoins des ménages.

Le commerce

Le commerce est essentiellement basé sur les produits agropastoraux. Quelques boutiques sont en effet visibles dans la commune, et des étales importantes sont remarquables les jours d'animation des différents marchés hebdomadaires que compte la commune rurale d'Adjékoria.

Le caractère informel de cette activité ne permet pas d'avoir des données statistiques sur ce plan.

Le secteur tertiaire est inexistant, car aucune structure bancaire, aucune institution de micro finance n'a été identifiée pour soutenir les activités économiques dans la commune.

Les principales contraintes qui minent se secteur sont : le manque d'aménagement des marchés, le manque de structuration des commerçants, l'insuffisance de fonds de roulement et l'insuffisance des marchés hebdomadaires ;

Le transport/communication

Les transports routiers participent à la réduction de la pauvreté et se présente comme un levier important pour la croissance économique en appuyant la plus part des activités productives.

Ils constituent un maillon important dans la sécurité alimentaire en facilitant la circulation des denrées alimentaires dans la commune de même qu'ils améliorent l'accès aux services sociaux de base.

Dans le domaine de télécommunication, la commune dispose de la couverture de deux (2) radios communautaires (Murya de Dakoro et Gyare de Kornaka), de la radio privée Hadin kay et de la radio nationale (voix du sahel).

On note également la couverture de la téléphonie mobile à savoir : Airtel, Orange et Moov.

6.1.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

De manière générale, les ressources naturelles (terres agricoles, aires de pâturage, faune sauvage) sont surexploitées et deviennent rares.

Cette situation est essentiellement le fait du changement climatique sur l'environnement. La productivité agricole et pastorale du fait de la faible pluviométrie, des sécheresses récurrentes, de la fréquence de vents violents et des températures élevées sont déficitaires.

Le phénomène de la désertification est accentué par la dégradation continue des terres, la perte de la végétation, la glacification des sols, avec comme corollaire, la menace de disparition des espèces fauniques et végétales et l'appauvrissement des terres agricoles fertiles.

6.1.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

La pauvreté des ménages, les moyens de production rudimentaires et archaïques, les conditions météorologiques défavorables, tels que sécheresses et inondations, la hausse des températures, les vents violents constituent une grave menace pour les agriculteurs pauvres et les communautés rurales et annihilent les efforts déployés par celles-ci et les partenaires dans la lutte contre les effets des variabilités et du changement climatique.

Face à toutes ces menaces, les populations de la commune rurale d'Adjékoria ont mis en place et développer des stratégies et capacités d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique.

- la vente de la paille ;
- l'exode rural des plus jeunes.

Cependant, la rapidité et l'intensité du changement climatique dépassent aujourd'hui, le rythme d'adaptation autonome et mine la capacité des communautés pauvres à y faire face.

6.1.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

- l'adoption et la multiplication des semences améliorées résistantes à la sécheresse ;
- le parcage des animaux dans les champs ;
- la récupération et l'ensemencement des terres dégradées ;
- la pratique de la régénération naturelle assistée dans les champs ;

- la pratique des cultures de contre saison ;
- l’apport de la fumure organique dans les champs par les agriculteurs ;
- la récupération des terres dégradées (terres agricoles, forestières et pastorales) en CES/DRS ;
- la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs dans le respect des aires de pâturage et couloirs de passage par les commissions spécialisées;
- l’élevage de case ;
- l’embouche bovine et ovine ;
- le respect du calendrier de décente des animaux vers le sud.

6.1.6. Appréciation de la capacité d’adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

Repérage des bonnes pratiques en cours dans la commune :

- Récupération des terres dégradées (agricoles et pastorales) par des actions de CES/DRS et leur revégétalisation avec des espèces ligneuses et herbacées choisies par les populations ;
- Parcage des animaux et l’apport de la fumure organique dans les champs par les populations;
- Utilisation et multiplication de quelques semences améliorées.

Recensement des possibilités évoquées par les communautés locales :

- Développement des activités génératrices de revenus et octroi de crédits aux femmes ;
- Multiplication des activités HIMO;
- Aménagement de la vallée fossile de la Tarka ;
- Favoriser l’intégration agriculture-élevage;
- Assurer l’encadrement technique des producteurs;
- Plantation d’arbres dans les champs;
- Formation et équipement des BPS
- Vulgarisation et mise à disposition des paysans, de nouvelles variétés adaptées à la nouvelle situation climatique ;
- Création des banques céréalières, des boutiques d’intrants agricoles, des boutiques d’intrants zootechniques et d’aliments de bétail.

6.1.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, magasins d’approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d’approvisionnement en intrants zootechniques, etc.)

La commune rurale d’Adjékoria compte 19 banques céréalières (BC) dont la plupart d’entre elles sont financées par le Système d’Alerte Précoce et de Gestion des Catastrophes (SAP/GC).

Au regard des besoins alimentaires dans la commune et au vu de la production agricole, ces banques sont insuffisantes pour couvrir les besoins en période de soudure.

6.1.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

Plusieurs organisations communautaires de base ont été enregistrées et interviennent pour l’encadrement et l’épanouissement des populations de la commune rurale d’Adjékoria.

Bien que peu exhaustive, on distingue entre autres :

- Association islamique ;
- Association des Femmes du Niger (AFN) ;
- Association des agriculteurs ;
- Association des Mères Educatives AME ;
- Association des jeunes ;
- Plusieurs COGES (école, santé, hydraulique, BC, BIZ, BAB) ;
- Guidaounia ou réseau de BC ;
- MMD Mata Masu Dubara ;
- Fédération féminine Sada Zumuci pour les cultures maraichères.

6.1.9. Capacité institutionnelle des services d’appui au secteur agricole notamment les services d’information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Dans la commune rurale d’Adjékoria, à part les agents du CSI et cases de santé, les principaux services d’appui au secteur agricole à savoir l’Agriculture, l’Elevage, l’Environnement, les Eaux et forêts et le Génie Rural ne sont pas représentés au niveau de la commune d’Adjékoria.

Pourtant les besoins existant dans ces domaines sont énormes pour l’encadrement des populations afin de développer et d’adopter des pratiques de résilience face aux variabilités et changement climatique.

6.1.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le processus a permis l'identification de plusieurs options d'adaptation suivantes :

- introduction des espèces fourragères en milieu pastoral ;
- promotion des Boutiques d'intrants zootecniques et Aliments Bétail ;
- diversification et intensification des cultures irriguées ;
- promotion des activités HIMO ;
- promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR);
- production et la diffusion des informations agro météorologiques ;
- création de banques céréalières ;
- développement des actions de CES/DRS à des fins agricoles, forestières et pastorales;
- vulgarisation des espèces animales et végétales les mieux adaptées aux conditions climatiques ;
- aménagement de la vallée fossile de la Tarka ;
- protection de la régénération naturelle assistée ;
- renforcement des capacités techniques matérielles et organisationnelles des producteurs ruraux.

6.1.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune d'Adjékoria.

Tableau 1 : Répertoire des intervenants au niveau de la commune d'Adjékoria :

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
PDRD	Projet	-Appui en équipement agricole ; -Appui moulin à grain et décortiqueuse ; -Clôture du marché de bétail	5
PHRASEA	Projet	-Multi-village (MAEP) ; -Appui en latrine et puits pastoraux	10
PAQUE2	projet	-Appui à l'éducation ; -Dotation en manuel scolaire ; -Formation COGES, Enseignants ; -Dotation de la mairie en matériels informatiques et entretien moto ;	14
Eau vive	ONG	-Poste d'eau autonome ; -Latrines publiques	4
Filets Socio	Projet	Cash transfert	13
ONU Femme	ONG	-Moulin à grain	3
PDSA/BA	Projet	-Construction des Banques Céréalières ; -AGR ; -Semences arachide, niébé, mil ; -Appui en Charrette asines, Charrues	10

Tableau 2 : Répertoire des organisations locales au niveau de la commune

Intervenant	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
- Fédération Sada Zumunci ; - Mata masu Dubara (MMD) ; -Association des jeunes ; - AFN -Guidaounia	- Groupement féminin	-Les cultures maraichères	8
	- Groupement féminin	-AGR (embouche, petit commerce,)	1
	- Association	-promotion des jeunes	10
	- Association	-Promotion de la femme	2
	- Réseau des BC	-Gestion des BC installées dans la commune ;	54

6.1.12. Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 3 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi :

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRANT 1-1	1.1.1 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification et changements climatiques.			
	1.1.2 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.3 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.			
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placées.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.			
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.			
EXTRA NT 1.3	1.3. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation			
Extrait 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en oeuvre			
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises organisés.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.			
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet niveaux nationaux et internationaux diffusées	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrait2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée			
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résiliences et porteuses	30 ménages ont été appuyés par les AGR dans la Commune par le projet PDSA/BA	18/10/2015	Commune rurale de Adjékoria
	2.1.3 Nbre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche		Expériences du projet PDSA/BA en termes d'AGR	09/10/2015	Prjet PDSA/BA
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.				

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées			
Extrant 2.3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune	Des semences de mil, sorgho et niébé ont été développées et diffusées par le projet PDSA/BA	09/11/2015	Projet PDSA ;
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires techniques de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.	Cent (100) multiplicateurs de semences améliorées furent formés dans la commune d'Ajékria par le projet PDSA/BA	09/10/2015	Projet PDSA/BA
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.	Cent (100) Producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, et de niébé (Projet PDSA/BAII)	10/11/2015	Projet PDSA/BA
Extrant 2.4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	5 boutiques d'Intrants Agricoles mise en place dans la commune	10/11/2015	Projet PDSA/BA
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	5 boutiques d'Intrants Agricoles mise en place par le projet PDSA/BA	10/10/2015	Projet PDSA/BA
Extrant 2.5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.			
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixées.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..			
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.			
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			
	2.5.5 Nombre de mètres linéaires de kori traités et aménagés.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.			
Extrait 2-6	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.			

6.2. COMMUNE RURALE D'AZAGOR

6.2.1. Localisation et principales caractéristiques :

La commune rurale d'Azagor fait partie des douze (12) communes qui composent le département de Dakoro.

Créée par la loi N°2002-14 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux.

Elle couvre une superficie d'environ 567,8 km².

Elle est limitée par :

- au Nord par la commune rurale de Bermo ;
- au Sud par la commune urbaine de Dakoro et la commune rurale de Birni N'Lallé ;
- à l'Est par la commune rurale de Roumbou ;
- à l'Ouest par la commune rurale de Birni N'Lallé

La population de la commune rurale d'Azagor est estimée à 14 125 habitants.

Les principales activités pratiquées par les populations sont l'élevage, l'agriculture, l'artisanat (employant beaucoup de femmes) et le commerce.

Les sols sont sablonneux au niveau de la partie Sud agricole de la commune. Ce sont des sols pauvres en matière organique. Dans la partie Nord appelée zone pastorale, les sols sont plus ou moins limono sableux, surtout au niveau de la vallée de la Tarka. En dehors de ces deux grands ensembles, on trouve autour des mares semi permanentes des sols argileux utilisées pour les cultures de gombo, du sorgho et du calebassier.

Le climat de la commune rurale d'Azagor est de type sahélo saharien. Il est défini par l'alternance de deux vents :

- l'harmattan de Nord-est qui souffle en saison sèche avec une vitesse moyenne de 12 à 24 m/s entraînant souvent des tourbillons de sable et ;
- la mousson du Sud-ouest soufflant en hivernage.

De façon générale ce climat présente les caractéristiques suivantes :

- des précipitations faibles et irrégulières aussi bien dans le temps que dans l'espace ;

- une saison sèche froide qui s'étend de novembre à février. Cette saison se caractérise par une baisse de la température dont le minimum enregistré pendant les dix dernières années est de 7,5°c (selon le service météo de Dakoro) ;
- une saison sèche chaude d'environ trois mois (mars à mai). Cette saison se caractérise par des températures (jusqu'à 43,5°c) et un ensoleillement élevé;
- une saison des pluies qui va approximativement de juin au début octobre.

Le cumul pluviométrique annuel se situe entre 250 mm et 485 mm. La moyenne annuelle sur les dix (10) dernières années est égale à 393,5 mm.

La principale formation végétale qui domine dans la commune de Azagor, est la steppe arbustive à épineux. Néanmoins, il existe autour des mares ou le long des koris des peuplements de *Balanites aegytiaca* associé à *Acacia raddiana*.

Au niveau de cette formation végétale, on distingue :

- la strate arbustive à arborée composée pour l'essentiel de *Balanites aegyptiaca*, *Acacia raddiana*, *Acacia nilotica*, *Acacia albida*, *Acacia senegal*, *Commiphora africana*, *Guera senegalensis*, *Maerua crassifolia* et *Sclerocaria birrea* ;
- la strate herbacée constituée de *Cenchrus biflorus*, *Alysicarpus ovalifolius*, *Eragrostris tremula*, *Andropogon gayanus*, etc.

Aujourd'hui cette végétation naturelle est sérieusement menacée du fait de la pression démographique qui, non seulement entraîne une demande en bois de chauffe et de service de plus en plus grande mais surtout des coupes frauduleuses et abusives de bois destinées à la commercialisation.

La faune est quasi inexistante à cause de la disparition ou de la migration d'une grande partie des espèces fauniques de la commune due à la dégradation des conditions climatiques conjuguées à la pression humaine. Malgré cela, on peut rencontrer de façon aléatoire des gazelles voire des singes.

Actuellement, on n'y rencontre que de petits rongeurs tels que les lièvres, les hérissons, les rats, certains oiseaux (tourterelles, canards sauvages, perdrix, outardes, hérons), des reptiles (serpents, lézards), les batraciens et tortues (dans les mares semi permanentes).

Les ressources en eau sont composées des eaux de surface et des eaux souterraines.

Au titre des eaux de surface la commune rurale d'Azagor est traversée par une vallée fossile (la vallée de la Tarka). On a dénombré à la suite du diagnostic participatif jusqu'à cent

quarante-six (146) mares semi permanentes qui sont toutes menacées par la variabilité et les changements climatiques qui entraîne leur dessèchement rapide. En effet de l'avis des populations enquêtées on assiste de plus en plus à la disparition ou la réduction de la durée d'existence des points d'eau après la saison hivernale. Cela est dû à des fortes températures qui entraînent une évapotranspiration accélérée et par conséquent le dessèchement des points d'eau qui jadis mettait du temps à disparaître.

En ce qui concerne les eaux souterraines, les puits captent la nappe alluviale de la vallée de la Tarka de profondeur comprise entre 40 à 50 m et la nappe du Continental Hamadien de profondeur allant de 65 à 80 m.

6.2.2. Caractérisation démographique et socioéconomique

L'historique du peuplement d'Azagor remonterait à 137-138 ans selon le Chef du groupement du même nom. Les premiers habitants d'Azagor sont des éleveurs touaregs originaires de Galma et Azérori localités situées dans le département de Madaoua. Ils faisaient de la transhumance entre ces localités et Agadez, et Azagor se trouvait sur leur itinéraire. La raison de leur installation sur le site actuel d'Azagor était la présence de pâturage abondant. Ils s'installèrent d'abord à Tsamia et N'Walla (bordure Sud de la vallée de la Tarka) pour une période de 30 ans. Ils quittèrent ces lieux à cause de l'occupation des pâturages par l'agriculture. Ils furent rejoints autres populations à savoir les Haoussas et les Peuls.

Le nom Azagor désigne littéralement « passer » en langue tamasheq. Cette dénomination vient de l'expression « eau, il faut à N'Walla » que prononçait un nommé Hama pour signaler, à toute personne qui venait au niveau d'un puits dont il est le premier à y arriver toujours, de passer qu'il y a plus d'eau.

Le premier chef d'Azagor était un chef de tribu. Elle a changé de statut pour devenir un groupement il y a maintenant 25 à 26 ans.

La population de la commune rurale d'Azagor s'élève à 14 125 habitants (DDAT/DC de Dakoro), en 2010 d'après les résultats du recensement administratif réalisé par la commune.

Cette population est essentiellement rurale et se compose des groupes ethniques suivants : Touaregs, Peuls, Haoussa et Béribéri. La densité est sensiblement égale à 32 habitants au km².

La population de la commune est dans leur écrasante majorité musulmane (près de 99%). Cependant, on trouve quelques animistes et des sans religion environ 1%).

La principale activité économique qui caractérise la population de la commune rurale de Azagor est l'élevage et qui est à l'origine d'incessants déplacements périodiques des

populations appelés transhumance. Elle a pour but la recherche du pâturage pour le bétail. Mais aujourd'hui avec les déficits pluviométriques qui s'accroissent, beaucoup de pasteurs ont perdu leurs animaux et s'adonnent à l'agriculture. Ce qui fait que la migration, pour la recherche du bien-être social, se pratique aussi bien en milieu sédentaire qu'en milieu nomade.

Les mouvements migratoires s'effectuent des autres zones de la région de Maradi vers la commune et concernent surtout les populations haoussas, mais également de la commune vers les grandes villes des pays extérieurs notamment le Nigeria, le Ghana, le Cameroun, les Etats-Unis, la Libye, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Bénin, etc. Tous les groupes ethniques sont concernés ; ils partent en exode ou s'installent définitivement pour exercer le commerce.

L'une des particularités de la commune d'Azagor, est qu'elle garde vivace, aujourd'hui encore beaucoup d'aspects de la tradition malgré le brassage entre peuples des contrées différentes. Ainsi les cérémonies de mariage et de baptême constituent des occasions où s'affirment certains traits culturels notamment le lien de solidarité qui existe entre jeunes. Pour le cas précis du mariage, lorsqu'un garçon se marie pour la première fois, les dépenses qui s'élèvent à des centaines de chameaux, sont supportées par soit ses amis, soit ses frères et sœurs. Cette tradition tend à disparaître de nos jours.

En outre, il existe des événements culturels qui se produisent. Ce sont les fêtes annuelles comme le « guéroual », regroupement d'éleveurs peuls bororos pour manifester leur joie et remercier le Bon Dieu après chaque hivernage.

Les principaux systèmes de production observés dans la commune rurale d'Azagor sont de types agro-pastoraux. En effet, l'élevage et l'agriculture constituent les deux activités dominantes pratiquées par les populations au sein des exploitations familiales. D'autres activités non moins importantes et qui participent à l'augmentation des revenus des ménages sont aussi exercées : il s'agit du petit commerce et divers autres métiers socio-professionnels comme l'artisanat.

Les femmes participent de façon non négligeable aux activités économiques de la commune. Le commerce des produits agricoles tels que le sésame, le gombo, la pratique de l'embouche, la fréquentation des marchés hebdomadaires pour la vente des beignets et galettes, la maroquinerie, le tissage constituent l'essentiel des activités que mènent les femmes.

L'agriculture fait partie des principales activités économiques des populations de la commune rurale d'Azagor. Elle est essentiellement pluviale. Cependant autour des mares, on sème des cultures exigeant davantage d'eau pour bien produire. Il s'agit du gombo, oseille, calebassier et sorgho.

Les systèmes de culture sont dominés par la céréaliculture (mil, sorgho) mais aussi par les cultures de rente et d'appoint (arachide, niébé, sésame, oseille, cucurbitacées et voandzou). Cette agriculture garde encore un caractère extensif, essentiellement manuelle faisant appel à des outils rudimentaires (hilaires, daba, ...). L'engrais minéral est très peu utilisé faute de moyens, cependant l'utilisation de la fumure organique est répandue du fait de l'association de l'agriculture à l'élevage par les agro pasteurs.

Les productions de mil et de sorgho sont destinées essentiellement à l'autoconsommation des ménages. Les autres sont destinées à la vente au niveau des marchés locaux.

L'agriculture dans la commune rurale de Azagor se heurte à de nombreux problèmes dont les plus cruciaux sont : la baisse de la fertilité des sols consécutif à la saturation et à la surexploitation des terres de cultures du fait de l'augmentation de la population, la pression des parasites (fonte de semis, chenille mineuse de l'épi, sautereaux, insectes floricoles) et le faible encadrement des producteurs par manque d'agent sur place.

L'élevage constitue la première activité économique dans la commune rurale d'Azagor. On distingue deux (2) types de pratique :

- l'élevage sédentaire (semi intensif) intégré à l'exploitation agricole où les animaux restent au moins pendant une partie de l'année aux piquets. On lui associe l'élevage de case qui reste exclusivement le domaine des femmes. Les animaux bénéficient d'une complémentation alimentaire à partir de sous-produits agricoles tels que les fanes d'arachide ou de niébé et les gousses d'acacia ;
- l'élevage transhumant (extensif) pratiqué par les éleveurs peuls et Touaregs qui se déplacent vers le Sud (jusqu'au Nigeria) en saison sèche et en sens inverse en saison pluvieuse. Il se caractérise par un type de conduite et un mode de gestion souvent collectif, utilisant l'espace pâturé sans relation directe avec l'exploitation.

Le cheptel comprend les bovins, les camelins, les ovins, les caprins, les asins et les chevaux.

L'aviculture est également importante dans la zone mais elle est traditionnelle.

L'artisanat est très développé dans la commune rurale d'Azagor et concerne les femmes. Les principales activités artisanales sont : la maroquinerie, le tissage des nattes, la vannerie, la forge et la poterie (le nombre des pratiquants est très faible par rapport aux autres activités). Ainsi, on a pu comptabiliser 467 maroquinières, 562 vanniers, 3371 tisseuses de nattes, 294 forgerons et 42 potiers.

Ces activités artisanales procurent aux personnes qui les exercent des revenus. Cependant, elles se font encore de manière traditionnelle. De plus les artisans n'ont pas le soutien financier nécessaire pour moderniser et parfaire leurs activités.

Le commerce dans la commune rurale d'Azagor n'est pas très développé, en atteste le manque de marché. En effet, il existe un semblant de marché à Guidan Zada. Les activités commerciales sont exercées par quelques boutiquiers, par des marchands ambulants, des étalagistes, des tabliers et vendeurs de céréales. Les produits vendus sont le sucre, le thé, le savon, les condiments et articles divers.

6.2.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

De manière générale, les ressources naturelles (terres agricoles, aires de pâturage, faune sauvage) deviennent rares ou même inexistantes dans la commune rurale d'Azagor. Les sols sont sans cesse soumis à l'érosion éolienne par manque du couvert végétal.

Cette forme d'érosion est surtout accentuée par la fréquence des vents violents surtout en saison sèche froide.

La productivité agricole et pastorale du fait de la faible pluviométrie, des sécheresses récurrentes, de la fréquence de vents violents et des températures élevées sont déficitaires de manière structurelle. Le phénomène de la désertification est accentué par la dégradation continue des terres, la perte de la végétation, la glacification des sols, avec comme corollaire, la disparition des espèces fauniques et végétales et la disparition des terres agricoles fertiles.

6.2.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

Face à ces menaces climatiques les populations de la commune rurale d'Azagor ont mis en place et développer des stratégies d'adaptation aux variabilités et au changement climatiques. Il s'agit, entre autres, de l'utilisation des semences améliorées résistantes à la sécheresse, de la pratique de la régénération naturelle assistée dans les champs et la modification des régimes de pâturage. Cependant, la pauvreté généralisée de ces communautés, le caractère rudimentaire des moyens de production, la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, la hausse des températures, et les invasions acridiennes constituent une grave menace pour ces communautés et annihilent les efforts déployés par celles-ci et les partenaires dans la lutte contre les effets des variabilités et du changement climatique. La rapidité et l'intensité du changement climatique dépassent aujourd'hui, le rythme d'adaptation autonome et mine la capacité de ces communautés à y faire face.

6.2.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

- Pratique de la régénération naturelle assistée dans les champs ;

- Apport de la fumure organique dans les champs par les agriculteurs ;
- Vulgarisation des semences hâtives de mil, sorgho et niébé dans toute la commune afin de faire face au caprice de la saison de pluie ;
- Récupération des terres dégradées (terres agricoles, forestières et pastorales) en CES/DRS,
- Sensibilisation des populations sur les problèmes de feux de brousse et les coupes abusives de bois ;
- Sensibilisation des éleveurs dans le respect des couloirs de passage par la Commission Foncière (COFO) ;
- Campagne de vaccination des animaux entreprise par le service de l'élevage ;
- Récupération des aires de pâturage dégradées,
- Délimitation de certaines aires de pâturages et couloirs de passage,
- Respect du calendrier de décente des animaux vers le sud.

6.2.6. Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

Repérage des bonnes pratiques en cours dans la commune :

- Récupération des terres dégradées (agricoles et pastorales) par des actions de CES/DRS et leur revégétalisation avec des espèces ligneuses et herbacées choisies par les populations ;
- Utilisation et multiplication de quelques semences améliorées.

Recensement des possibilités évoquées par les communautés locales :

- Développement des activités génératrices de revenus et octroi de crédits aux femmes ;
- Multiplication des activités HIMO;
- Aménagement de la vallée fossile de la Tarka ;
- Favoriser l'intégration agriculture-élevage;
- Assurer l'encadrement technique des producteurs;

- Création des banques céréalières, des boutiques d'intrants agricoles, des boutiques d'intrants zootechniques et d'aliments de bétail.

6.2.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, magasins d'approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d'approvisionnement en intrants zootechniques, etc.)

La commune rurale d'Azagor dispose de 32 banques céréalières et de 5 banques d'aliments bétail, aucun magasin d'approvisionnement en intrants agricoles et zootechniques (PDC).

6.2.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

En plus des services techniques communaux, on note la présence de quelques ONG et associations féminines, des comités de gestions des infrastructures (Ecoles, centres de santé, banques céréalières) qui encadrent les populations et les appuient dans l'élaboration de dossiers de requête de financement

6.2.9. Capacité institutionnelle des services d'appui au secteur agricole notamment les services d'information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Les services techniques déconcentrés présents dans la commune rurale d'Azagor sont : l'éducation et la santé.

Les autres services à savoir l'agriculture, l'élevage, l'hydraulique, l'environnement, le génie rural, l'aménagement du territoire et développement communautaire, la jeunesse et sports, les arts et culture, la population et réformes sociales, l'alphabétisation, la promotion de la femme et protection de l'enfant, se trouvent au niveau départemental.

Aucun de ses services n'est présent dans la commune, ce qui constitue un handicap pour l'encadrement des populations de la commune.

Cependant, même au niveau départemental, la capacité d'intervention de ses services est très limitée aussi bien sur le plan de moyens humains, matériels que financiers. Cette situation constitue une véritable entrave pour assurer aux populations un encadrement dans le domaine de gestion des ressources naturelles et l'adoption des pratiques d'adaptation aux variabilités et changement climatique.

6.2.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le processus a permis l'identification peu d'option d'adaptation qui sont mises en œuvre au niveau de la commune. Il s'agit de :

- la diffusion de semences de variétés de cultures résistantes à la sécheresse ;
- la construction et la gestion des banques céréalières ;
- la construction et la gestion de banques à aliments bétail.

6.2.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune rurale d'Azagor

Tableau 4 : Répertoire des organisations locales de la zone d'intervention au niveau de la commune rurale d'Azagor

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
Kishinekaye	groupement féminin	AGR	Na Allah
	groupement féminin		Na Allah
Tanadi	groupement féminin	AGR/	
	groupement féminin		Azagor
Annou Mougra	Ong	AGR	
Tillal	groupement féminin		Azagor
	groupement féminin	AGR	
Tamawalan		AGR/CES_DRS	Guidan zada
IngarYala	groupement Homme groupement féminin	AGR	
			Azagor
Ammounal	groupement féminin	AGR	Azagor
	groupement féminin		
Sondjouna	groupement mixte	AGR /CULTURE	Insara

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
AnnouMoura	groupement féminin	AGR	Azagor
AnnouMoulal	structure de pilotage communautaire	AGR	Azagor
Hadinkaye	groupement féminin	AGR	Na Allah
Tagass			
Tanadi		AGR	Guidan zada
Madala			Zongonkougou
HadinGouiwa			Marafa
Nassamou			Insara
			Insara

Tableau 5 : Collecte de données de terrain : Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention

Intervenant	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
PACIII	Projet	Construction BC, CES/DRS, reconstitution du cheptel	commune
Filets sociaux et AGIR	Projet et ONG	Cash transfert, sensibilisation	8
HACP (PROGEN)	Projet	AGR, sensibilisation	Commune
AREN	Projet	Reconstitution du cheptel, sensibilisation	commune
CARE(ALP)	association	Renforcement des capacités, diffusion des semences améliorées	7
	projet		

6.2.12. Les indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 6 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRANT 1-1	1.1.4 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification des changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification des changements climatiques.			
	1.1.5 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.6 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.			
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placés.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.			
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.			
EXTRA NT 1.3	1.3. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation	1	13/10/15	Mairie
Extrant 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en oeuvre			
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises organisés.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.			
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusées aux niveaux nationaux et internationaux diffusées	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en oeuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrant2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée			
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en oeuvre d'AGR résiliences et porteuses			
	2.1.3 Nbre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche				

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.				
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées			
Extrant2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2 ^e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune			
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires techniques de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.	5 multiplicateurs		PANA/ALP
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.			
Extrant 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	1	13/10/15	Mairie
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	1	13/10/15	Mairie
Extrant 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.	50 Ha	30/10/15	Direction départementale de l'environnement
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixées.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées.			
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.			
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de kori traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.			
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.			
Extrait 2-6	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.			

6.3. COMMUNE RURALE DE BERMO

6.3.1. Localisation et principales caractéristiques :

La commune rurale de Bermo a été créée par la loi N°2002-014 du 11 juin 2002 et est située au Nord du Département de Dakoro à environ 85 km en pleine zone pastorale. Elle couvre une superficie de 8 563 km². C'est l'une des deux communes que compte le département de Bermo.

La commune rurale de Bermo est limitée :

- Au Nord par la commune rurale d'Ingal;
- A l'est par la commune de Gadabéji ;
- Au Sud par les Communes de Birni Lallé ; Azagor et Roumbou ;
- A l'Ouest par les communes rurales de Tamaya et Azeze;

La population de la commune rurale de Bermo est estimée à 30 761 habitants (RGP/H 2012). Elle est répartie dans 142 villages administratifs et hameaux. Il faut également ajouter les campements et les tribus qui leur sont rattachés.

L'élevage constitue la principale activité socio-économique des populations. Elle est pratiquée par environ 98% de la population. Quant à l'agriculture, elle n'occupe que 2% seulement et se pratique dans l'extrême sud de la commune.

Les sols de la commune rurale de Bermo sont constitués dans l'ensemble de sols dunaires, mais on rencontre également des sols argileux et des gisements de quartz dans la partie Nord de Akadané entre Amoulass et Tiguittout.

Les sols iso humiques : Du grand erg de la zone pastorale ; ce sont des sols pauvres en matières organiques, peu structurés et très sensibles à l'érosion éolienne avec un pouvoir élevé d'absorption d'eau, mais d'une faible capacité de rétention. Ils ont évolué dans la condition d'aridité et possèdent une vocation essentiellement pastorale.

Le climat est de type sahélo-saharien chaud et sec ; il donne une pluviométrie moyenne allant de 200 à 250 mm par an selon les saisons.

Le relief est constitué des vallées et dunes de sable qui surplombent le village de Bermo dans la partie Est ; à l'intérieur des vallées, on retrouve des mares semi permanentes.

Le paysage de la commune de Bermo est dominé par la steppe arbustive à arborée. La densité moyenne est de 28 arbres/ha, mais elle est très élevée dans les vallées interdunaires et autour des mares. La strate herbacée est dominée par des graminées dont le

Cenchrus biflorus est la plus dominante. On note aussi une grande présence de *Tephrosia linearis*. Elle constitue en grande partie le fourrage pour le bétail.

Les noms suivants constituent une liste non exhaustive des espèces végétales présentes dans la commune :

- *Balanites aegyptiaca* (Adoua) ;
- *Acacia nilotica* (Bagaroua) ;
- *Acacia radiana* (Kandili);
- *Acacia senegal* (Dakora)
- *Sclerocarya birrea* (Dania)
- *Acacia albida* (Gao)
- *Zizuphus mauritiana* (Magaria)
- *Calotropis procera* (Tunfafia) ;
- *Euphorbia balsamifera* (Kagoua)
- *Commiphora africana* (Dashi).

Acacia albida, *Sclerocarya birrea* et *Commiphora africana* sont en voie de disparition dans la zone. La baisse et la variation interannuelle des pluies ont entraîné la disparition de beaucoup d'espèces végétales surtout les plus exigeantes en eau. Il faut aussi ajouter l'érosion éolienne qui entraîne l'ensablement des points d'eau et des jeunes plants. Plus d'une dizaine d'herbacée et plus d'une vingtaine de lignée ont disparu des années 1960 à nos jours.

La faune à Bermo est constituée de petits mammifères, des reptiles et les oiseaux. Le braconnage a fortement décimé la grande faune par manque d'agents de l'environnement pour assurer la protection. Actuellement, on rencontre :

- Singes
- Lièvres ;
- Ecureuils ;
- Chats sauvages ;
- Varans ;
- Serpents ;
- Corbeaux ;
- « Kounkourou »
- Rouge-gorges ;
- « Tougé » ;
- Eperviers.

Cependant, les lièvres et les écureuils sont devenus rares dans la zone.

Les ressources en eau de surface se limitent uniquement aux mares. Elles sont au nombre de 2 dont une est permanente celle de Akadané (130ha) et celle de Zawa (6ha), elles sont toutes alimentées par l'eau de ruissellement en saison des pluies. La mare de Akadané est plus utilisée à l'abreuvement des animaux qu'aux cultures de contre saison.

L'analyse des ressources en eaux souterraines montre que la commune de Bermo se situe dans l'unité hydrogéologique du continental Hamadien. La nappe du continental Hamadien est un aquifère dont le toit se trouve entre 320 et 380 m. Dans l'ensemble, le niveau statique se situe entre 50 et 80 m avec un débit spécifique variant entre 2 à 4 m³/h.

6.3.2. Caractérisation démographique et socioéconomiques

La localité de Bermo était en premier lieu habitée par des touaregs avec un certain Almoustapha comme chef, il semblait qu'ils venaient d'Agadez et l'endroit les convenait pour sa richesse en pâturage. Vers 1947 ils ont été chassés par le premier commandant de cercle de Dakoro (Vilmain Maurice dit Maiboujé) parce qu'ils refusaient l'école.

A cet endroit immédiatement les peulhs ont pris leur place dont le nommé Bermo est désigné comme responsable du village. Il creusa un puits en 1960 et devint plus tard le deuxième chef officiel.

La population de la commune de Bermo est estimée à 30 761 habitants (RGP/H 2012). Elle est répartie dans 142 villages administratifs et hameau. Il faut également ajouter les campements et les tribus qui leur sont rattachés.

La commune rurale de Bermo est peuplée par trois groupes ethniques dont:

- Les peulhs qui se réclament originaires de Sokoto (Nigeria), venus à la recherche du pâturage ;
- Les Touaregs dont les groupes viennent du nord Air et de Nord-Ouest Tahoua ;
- Les Haoussas sont venus de plusieurs horizons, particulièrement du Nigeria, des régions de Tahoua et du Damagaram.

Chacune de ses ethnies parle sa langue. Cependant le haoussa reste la langue principale de communication entre ces communautés.

Les religions pratiquées sont : l'islam religion dominante, et le christianisme.

Parmi les trois grands groupes, les peuls sont plus attachés à la tradition et coutume ; les deux fêtes d'Ego et de Akadané sont très bien célébrées à des moments précis.

Les traditions sont par nature contre la modernité. Cette situation est plus ressentie dans le système d'élevage des peuls où quand il y a des précurseurs annonceurs des crises, la réticence au changement est très forte.

Les principales activités socioéconomiques pratiquées par les populations de la commune rurale de Bermo sont :

L'agriculture qui est pratiquée par les seuls sédentaires situés dans la bande Sud de OLLY.

L'élevage qui constitue la principale activité économique des populations. Elle est pratiquée dans toute la commune de Bermo.

Les activités commerciales se pratiquent avec difficultés dans la commune vue l'enclavement et l'état des pistes reliant Bermo à Dakoro ou Abalack qui sont les deux centres d'approvisionnement en produits de première nécessité.

La spécificité de Bermo, c'est l'importance de la vente du bétail dont il détient une part importante dans l'économie du département

Les activités artisanales sont bien présentées dans la commune de Bermo, une coopérative de forgerons avait bien brillé mais disparue pour cause de la mauvaise gestion ; On rencontre beaucoup de tresseuses de lit et de nattes.

Dans la seule mare permanente d'Akadané une pêche s'effectue à l'état embryonnaire, car elle n'intéresse pas les autochtones.

La cueillette est pratiquée au titre de la pharmacopée traditionnelle, pour la consommation humaine et pour l'alimentation du bétail ou pour servir de matière première. Plusieurs espèces sont recherchées pour leur feuillage, leur fruit, leur écorce.

Le bois est la principale source d'énergie sur l'ensemble de la commune. Tous les ménages de Bermo utilisent principalement le bois de chauffe pour assurer la préparation des repas.

Pour cette commune où la population nomade est moins dense, les ressources sont supérieures aux besoins, mais menacées par la demande des habitants du Sud.

6.3.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

L'environnement de la commune rurale de Bermo a beaucoup changé des années 1960 à nos jours. La végétation a considérablement baissé quantitative et qualitative. Plusieurs espèces comestibles et appréciées ont disparu. Cette réduction du couvert végétal a eu pour effet le début de la désertification avec les mouvements des dunes, la dégradation des terres agricoles sous l'effet de l'érosion éolienne. Les points d'eaux de surface durent moins long temps et sont ensablés. La faune sauvage est réduite aux petits rongeurs, des reptiles et quelques espèces d'oiseaux. La productivité des animaux a diminué par manque de fourrage et l'apparition de nouvelles maladies.

La variation spatio-temporelle des précipitations est la première raison de la dégradation de l'environnement de la commune. La croissance démographique, à elle accélérer cette dégradation de l'environnement surtout avec la fréquence élevée des feux de brousse.

La sédentarisation des nomades de plus en plus croissante renforce davantage cette pression.

6.3.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

Les communautés vivant dans cette commune ont développé des stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

Quand les conditions ne sont pas très favorables, elles optent soit pour la réduction de l'effectif du cheptel pour sauver le reste, soit le déplacement vers des zones plus propices pour revenir en saison de pluie. Mais avec la sédentarisation, on assiste à une prise de conscience sur l'importance de la protection et la restauration du couvert végétal.

Certains villages disposent de brigade anti-feu pour faire face aux phénomènes des feux de brousse.

6.3.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

- l'adoption et la multiplication des semences améliorées résistantes à la sécheresse ;
- le parcage des animaux dans les champs ;
- la pratique de la régénération naturelle assistée dans les champs ;
- l'apport de la fumure organique dans les champs par les agriculteurs ;
- la récupération des terres dégradées (terres agricoles, forestières et pastorales) en CES/DRS ;
- la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs dans le respect des aires de pâturage et couloirs de passage par les commissions spécialisées;
- le respect du calendrier de décente des animaux vers le sud.

6.3.6. Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

Repérage des bonnes pratiques en cours :

- Fonçage des puits ;
- Lutte contre la coupe abusive du bois ;
- Ouverture des bandes pare-feu ;
- Sécurisation alimentaire (BAB).

Recensement des possibilités évoquées par les communautés locales :

- Rechercher des vétérinaires pour traiter les animaux;
- Création des BIZ et BAB ;
- Augmentation et réhabilitation des puits pastoraux ;
- Responsabilisation des populations locales.

6.3.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques cérésières, magasins d’approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d’approvisionnement en intrants zootechniques, etc.)

La commune rurale de Bermo est essentiellement pastorale. En effet les banques à aliments bétail mise en place par le projet PROZOPASS ont complètement disparues à cause de la mauvaise gestion.

6.3.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

En plus des services techniques départementaux dont, l’élevage, l’environnement, l’éducation et la santé, on note la présence des projets, des organismes, des ONG et associations féminines, des comités de gestions des infrastructures (Ecoles, centres de santé, banques cérésières) qui encadrent les populations et les appuient dans l’élaboration de dossiers de requête de financement.

6.3.9. Capacité institutionnelle des services d’appui au secteur agricole notamment les services d’information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Les seuls services d’appui au secteur agricole présents au niveau de la commune rurale de Bermo sont : l’Elevage et l’Environnement, ce qui constitue un handicap pour l’encadrement des populations de la commune.

D’autre part, leur capacité d’intervention est limitée aussi bien sur le plan de moyens humains, matériels que financiers. Cette situation constitue une véritable entrave pour assurer aux populations un encadrement dans le domaine de gestion des ressources

naturelles et l'adoption de pratiques d'adaptation aux variabilités et changement climatique.

6.3.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le processus a permis l'identification de quelques options d'adaptation parmi lesquelles certaines activités sont mises en œuvre au niveau de la commune de Bermo. Il s'agit principalement de :

- Activités de récupération des terres dégradées
- Ouverture de bandes pare-feu
- Sédentarisation des populations de la commune ;
- Mise en place de banques céréalières, des boutiques d'intrants zootechniques et aliments bétail ;
- Déplacement des populations du nord vers le sud.

6.3.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune rurale de Bermo

Tableau 7 : Répertoire des organisations locales de la zone d'intervention au niveau de la commune rurale de Bermo

Nom	Type d'organisation	Activités	Nombre de villages touchés
Tatalin Arziki	Groupement	AGR	Echelle villageois
Wadata	Groupement	AGR	Echelle villageois
Nagarta	Groupement	AGR	Echelle villageois
Tchigaba	Groupement	AGR	Echelle villageois
Boundou Sadjo	Groupement	Elevage	Echelle villageois
Zondé Zam de Jaho	Groupement	AGR	Echelle villageois
TEGGUIE Zongon Wanjiyane	Groupement	AGR	Echelle villageois
Keltewerkest de Zongon Wanjiyane	Groupement	AGR	Echelle villageois
Kaoutal Horé Rabé	Groupement	AGR	Echelle villageois
Tardawat	Groupement	AGR	Echelle villageois
Loumakou Jaoudi	Groupement	AGR	Echelle villageois
Groupement des Eleveurs en zone Pastorale (GEP)	Groupement	AGR	Echelle villageois
Allahamdoulahi	Groupement	AGR	Echelle villageois
Courage de Akadané	Groupement	AGR	Echelle villageois
Kigaba Sana'a Bermo	Groupement	AGR	Echelle villageois
Kougal Kossom	Groupement	AGR	Echelle villageois
Jamu Jaudi	Groupement	AGR	Echelle villageois

Nom	Type d'organisation	Activités	Nombre de villages touchés
Fadama Rahama	Groupement	Gestion point d'eau (puits cimenté)	Echelle villageois
Boundou Jayewa	Groupement	Coopérative	Echelle villageois
Guilotodo Nomobeye	Groupement		Echelle villageois
Alhéri	Groupement	Elevage Balami	Echelle villageois
Madararou de Eggo	Groupement	AGR	Echelle villageois
Velvelo	Groupement	Embouche ovines	Echelle villageois
Douroungol Wodabé	Groupement	AGR	Echelle villageois
Kaouri Tama	Groupement	AGR	Echelle villageois
Niyar Tchigaba Alabouri	Groupement	AGR	Echelle villageois
Yahi Yesso de Alabouri	Groupement	AGR	Echelle villageois
Yaïrien Bedabaré	Groupement	AGR	Echelle villageois
Karimou II	Groupement	AGR	Echelle villageois
Fangalérou de Karimou I	Groupement	AGR	Echelle villageois
Touboulouga	Groupement	AGR	Echelle villageois
Tagueloume	Groupement	AGR	Echelle villageois
Sounpo de Boundou Majinga	Groupement	AGR	Echelle villageois
Yéhré de Boundou Hassan	Groupement	AGR	Echelle villageois
Mouyal de Issou	Groupement	AGR	Echelle villageois
N'Dam de Issou	Groupement	AGR	Echelle villageois

Nom	Type d'organisation	Activités	Nombre de villages touchés
Ballal Jinigo	Groupement	AGR	Echelle villageois
Imma Ihorema	Groupement	AGR	Echelle villageois
Rahama (Bermo)	Groupement	AGR	Echelle villageois
ADO (Appui au Développement des Oasis) Gassar	ONG		Echelle villageois
TIDAWAT	ONG	Environnement et développement de l'élevage	Echelle villageois
ASPEL (Association pour la Promotion de l'Élevage en zone nomade)	ONG	Élevage, environnement et éducation	Echelle villageois
AAPEE (Association pour l'Auto Promotion des activités de l'Élevage et l'Environnement) Fillilal Durobé	Association	Élevage et environnement	Echelle villageois
Murna	Groupement	AGR	Echelle villageois
Gatchido	Association	Développement de l'Élevage	Echelle villageois
Lawel Bali	Association	Développement de l'élevage et la protection de l'environnement (feu de brousse)	Echelle villageois

Nom	Type d'organisation	Activités	Nombre de villages touchés
Albarka	Groupement	AGR	Echelle villageois
Droungol	Association	Sensibilisation et traitement des animaux contre les maladies	Echelle villageois
Koudal	Groupement	Embouche	Echelle villageois
APEB (Association Productive des Eleveurs de Bermo)	Groupement	Aliments bétails, santé animale, vivres et alphabétisation	Echelle villageois
Tounfa	Groupement	AGR	Echelle villageois
wangandabaoutane	Groupement	AGR	Echelle villageois
Wacha Dan Taret	Groupement	AGR	Echelle villageois

Tableau 8 : Collecte de données de terrain : Situation des intervenants. Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention

Intervenant	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
PAM	Organisme international	Sécurité alimentaire et environnement	Commune
UNICEF	Organisme international	Education et environnement	Commune
AREN	ONG	Elevage	Commune
CRS	ONG	Education, élevage, sécurité alimentaire et éducation	Commune
CADEV	ONG	Elevage	Commune
OXFAM	ONG	Education, élevage, sécurité alimentaire et éducation	Commune
PAAPSSP	Projet	Environnement et élevage	Commune
PDEVII	Projet	Appui à la réalisation de radio d'une communautaire et sociétés civiles	Commune
PAC III	Projet	Renforcement de la capacité de gestion communale	Commune
PRAPS	Projet	Les activités n'ont pas commencé	Commune
BEFEN	ONG	Santé	2
AGIR	ONG	Assainissement	6
PHRASEA	ONG	Hydraulique et assainissement	5

6.3.12. Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 9 : Collecte de données de terrain : Niveau actuel des indicateurs du projet ABC

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRAIT 1-1	1.1.7 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification des changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification des changements climatiques.			
	1.1.8 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.9 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placés.			
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.			
EXTRANT 1-3	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.			
	1.3.3. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation			
Extrant 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en œuvre			
	1.4.2. Nombre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises organisés.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.			
	1.4.3. Nombre de leçons apprises et expériences du projet diffusé aux niveaux nationaux et internationaux diffusés	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrant2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée			
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résiliences et porteuses			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.1.3 Nombre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche		10	2014	Rapports d'activité du projet 32-84
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.		15	Depuis 2010	Rapport d'activité SAFEM
Extrait 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées			
Extrait 2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune			
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires techniques de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.			
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur la utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.			
Extrait 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
Extrait 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.			
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixées.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..	140 HA	2015	Rapport d'activité PAC3
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feu mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feu mis en place.	48 km	2015	Rapport d'activité PAC3 et Etat

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de kori traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.			
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.			
Extrait 2-6	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.	1	2013-2015	Rapport d'activité PDRD

6.4. COMMUNE URBAINE DE DAKORO

6.4.1. Localisation et principales caractéristiques :

La commune urbaine de Dakoro a été créée par la loi N°2002-014 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux. C'est l'une des 12 communes que compte le département et est composée de 87 villages administratifs et tribus.

D'une superficie de 1000km² soit 5,65 % de celle du département, la commune urbaine de Dakoro est limitée par :

- Au sud par la commune rurale de Birni Lallé ;
- Au nord par les communes rurales de Roumbou et d'Azagor ;
- A l'est par la commune rurale de Bader Goula ;
- A l'ouest par la commune rurale de Korahane.

La population de la commune urbaine de Dakoro est estimée à 71 201 habitants en 2013 avec une densité moyenne de 71 habitants au km².

L'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat constituent les principales activités socio-économiques des populations vivant dans les 87 villages.

Les sols de la Commune urbaine de Dakoro sont constitués en grande partie des sols dunaires favorables aux cultures pluviales et argileux pauvres en certains endroits du fait de l'érosion éolienne et hydrique.

Cependant la pression démographique conjuguée aux aléas climatiques rend de plus en plus les sols exposés à la dégradation de la matière organique et si rien n'est entrepris dans un bref délai en matière de restauration de l'environnement, le phénomène entrainerait des conséquences environnementales inestimables (PDC de la commune).

La commune urbaine de Dakoro se situe dans la zone agro pastorale ou intermédiaire et qui se caractérise par deux saisons :

- Une saison sèche d'Octobre à Mai avec une période d'hiver qui s'étend de Novembre à Février marquée par des vents poussiéreux ;
- Une saison pluvieuse généralement fin Mai à Octobre dans la première décade.

Le climat est de type sahélien avec des températures basses 13°C en Février et hautes 40°C en Avril, avec une pluviométrie annuelle de 350mm. La pluviométrie est caractérisée par une forte variation spatio temporelle. Cette pluviométrie permet en année normale à humide le développement des activités agropastorales. Depuis la fin des années 60, une baisse de la pluviométrie est observée. Cette baisse se traduit par une migration des isohyètes vers le sud. Les années 90 et 2000 sont toutefois marquées par une tendance à un retour à des conditions pluviométriques bien meilleures.

Le régime des vents présente deux directions dominantes caractérisant deux types de vents :

- L'harmattan qui est un vent chaud et sec soufflant du Nord-est au Sud-ouest, pendant la plus grande partie de l'année correspondant à la saison sèche (octobre à avril) ;
- La mousson : vent frais et humide générateur des pluies. Elle souffle du Sud-ouest à l'Est.

6.4.2. Caractérisation démographique et socioéconomique

La ville de Dakoro, aujourd'hui appelée commune urbaine a été fondée par les premiers arrivants haoussa venus dans les années 1890. Ils sont originaires du Nord et de l'Ouest des régions d'Agadez et Tahoua. Ils s'installèrent pendant des années avec une partie des habitants trouvés sur place et chemin faisant, d'autres immigrants arrivèrent par grands groupes.

Aujourd'hui avec une superficie de 1002 km², la commune urbaine de Dakoro compte une population estimée à 71 201 habitants répartie dans 87 villages, quartiers et tribus. La commune urbaine de Dakoro est composée de plusieurs groupes ethniques qui cohabitent en parfaite symbiose. Ces groupes ethnolinguistiques sont les suivants :

- Les Haoussas majoritaires composés de sous-groupes (Gobirawa, Adarawa, Tagamawa, Katsinawa) ;
- Les Touaregs ;
- Les peulhs comprenant le groupement peulh de Sarkin Rafi.

Les différentes populations cohabitent dans l'espace territorial en parfaite harmonie et cela depuis longtemps. Cette cohésion se renforce davantage par les liens de mariage qui tissent quotidiennement d'une communauté à une autre et par le cousinage à la plaisanterie qui existait déjà dans la tradition.

A la tête de chaque ménage, il existe un chef qui exerce une autorité sur les autres membres à qui il doit assurer la protection et la nourriture, l'habillement, les soins médicaux, le logement et les charges de mariage.

En plus de l'organisation administrative, on découvre une organisation sociale coutumière, où les individus se trouvent dans des groupes stratifiés.

Cette organisation remonte dans la nuit des temps et dont la succession est héréditaire.

Les marabouts sont des dépositaires des connaissances religieuses, ils sont consultés dans la gestion des affaires coutumières et religieuses.

Dans la commune urbaine de Dakoro, le foncier est d'une importance considérable au vu des enjeux liés. La majorité des terres de la commune est soumise à une exploitation agricole continue avec la disparition progressive du système de jachère. La crise foncière se traduit par :

- Le morcellement de plus en plus avéré des terres et une forte pression anthropozoïque qui accélère le processus de baisse de fertilité des sols ;
- La dégradation du couvert végétal arboré, élément essentiel de protection des terres ;
- La réduction du potentiel naturel auquel les populations sont inféodées et d'où elles tirent l'essentiel de leur alimentation ;
- Une remontée significative du front agricole menaçant la vallée de la Tarka.

Il faut noter que des conflits fonciers surviennent souvent entre agriculteurs et éleveurs. Pour le règlement de ces conflits les différentes parties se réfèrent aux autorités coutumières et de fois à la gendarmerie.

La commune urbaine de Dakoro est majoritairement jeune (60%). Les femmes représentent 52,30%. Ces jeunes partent en exode vers les pays voisins notamment le Nigéria et la Libye ou dans les grandes du Niger après les récoltes. Bien que comportant beaucoup d'effets néfastes, l'exode offre une issue de secours, ou une alternative pour l'ajustement de la vie économique. Selon les circonstances, beaucoup d'exodants souvent arrivent à gagner leur vie dans les pays d'accueil et cette pratique rentre de l'avis des populations dans le cadre des mesures de résiliences face aux incertitudes des campagnes agricoles.

L'économie de la commune urbaine de Dakoro, dépend principalement de l'agriculture, de l'élevage, du commerce et de l'artisanat surtout avec la création du centre artisanal de Dakoro.

L'agriculture constitue l'une des principales activités économiques des populations de la commune urbaine de Dakoro et est pratiquée sur presque l'ensemble de la superficie de la commune en dehors des aires d'habitation et celles destinées aux pâturages. De nos jours, la production agricole est moyenne et ne permet pas de subvenir aux besoins alimentaires des populations. Les principales spéculations sont : le mil, le sorgho et le niébé produit en hivernage.

L'élevage est une activité qui vient en complément des activités agricoles de la commune urbaine de Dakoro, et est pratiqué de deux types.

- Un élevage semi intensif concernant les petits ruminants et quelques bœufs de trait ;
- Un élevage extensif qui se passe en dehors de la commune autrement dans des zones de pâturage.

6.4.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

La commune urbaine de Dakoro, présente une morphologie dunaire relativement plate avec de nombreuses vallées, dont la vallée fossile de la Tarka. La productivité de ses sols dunaires est très faible et l'érosion éolienne. Dans la commune urbaine de Dakoro, l'économie dépend fortement de l'exploitation des ressources naturelles locales, elles-mêmes dépendantes du climat et ses variations. L'économie est rurale et peu diversifiée. L'érosion éolienne et surtout hydrique est présente un peu partout, au niveau de la commune. Ces phénomènes ont pour conséquences la perte de fertilité et la dégradation continue des terres agricoles entraînant du coup une diminution de la production agricole et une baisse sensible de la diversité biologique.

6.4.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

Les populations de la commune urbaine de Dakoro ont adopté et développées des stratégies pour faire face aux variabilités et au changement climatiques. Il s'agit, entre autres, de la pratique du petit commerce et la culture de contre saison, de l'utilisation des engrais et des semences améliorées, de la modification des régimes de pâturage, de la vente de la paille et du bétail et de l'exode vers les pays voisins et les grandes villes du Niger. Cependant, le caractère rudimentaire des moyens de production, la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, la hausse des températures, constituent une grave menace pour ces communautés et annihilent les efforts déployés par celles-ci et les partenaires dans la lutte contre les effets des variabilités et du changement climatique. La rapidité et l'intensité du changement climatique dépassent aujourd'hui, le rythme d'adaptation autonome et mine la capacité de ces communautés à y faire face.

Toutefois, on note au niveau local, une réelle volonté de participation de ces communautés aux activités de planification et de mise en œuvre des interventions, ce qui est un gage de réussite des activités entreprises.

6.4.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

Repérage des bonnes pratiques en cours :

Types d'activités en cours :

- Vulgarisation des semences améliorées,
- Plantation d'arbres ;
- Appui au maraichage
- Ouvrages CES/DRS ;
- protection de la régénération naturelle ;
- Lutte contre le Sida Cordifolia ;
- Parcage des animaux;
- Apport de la fumure organique dans les champs ;
- Ouverture de Bandes pare feu, etc.

6.4.6. Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

Dakoro étant le chef-lieu de la commune et même du département, abrite tous les Services Etatiques, les Projets, les ONG, les Associations les Organismes et les moyens de communication moderne qui sont des opportunités à saisir par les populations de cette commune pour faire face aux risques liés aux changements climatiques.

6.4.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, boutiques d'intrants agricoles, magasins de warrantage, etc.)

La situation des infrastructures permet de renforcer la capacité de résilience des populations devant ces risques possibles pouvant conduire à une insécurité alimentaire. Ces dispositifs sont constitués de quarante-trois (43) banques céréalières, trois (3) boutiques d'intrants agricoles, soixante-sept (67) brigadiers phytosanitaires mis en place depuis plus d'une décennie, cinq (5) magasins de warrantage et trois (3) sites potentiels de cultures maraichères.

6.4.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

Plusieurs partenaires internationaux et nationaux ont été répertoriés et sont aux côtés des populations de la commune urbaine de Dakoro pour les accompagner dans la recherche des fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres.

6.4.9. Capacité institutionnelle des services d'appui au secteur agricole notamment les services d'information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Les principaux services d'appui au secteur agricole à savoir le service de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Environnement et des Eaux et forêts, et du Génie Rural sont tous représentés au niveau de la commune urbaine de Dakoro, ce qui constitue un atout très important dans l'encadrement de proximité des populations de ladite commune.

Cependant, il faut que la capacité d'intervention de ces services est limitée aussi bien sur le plan de moyens humains, matériels que financiers. Cette situation constitue une véritable entrave pour assurer aux populations un encadrement dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et l'adoption de pratiques d'adaptation aux variabilités et changement climatique.

6.4.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le dispositif a permis l'identification plusieurs options d'adaptation parmi lesquelles certaines activités sont mises en œuvre au niveau de la commune urbaine de Dakoro.

Il s'agit principalement de :

- Banques Céréalières ;
- Boutiques d'intrants agricoles ;
- Brigadiers phytosanitaires ;
- Magasins de warrantage ;
- Parcage des animaux ;
- Protection régénération naturelle ;
- Utilisation de la fumure organique;
- Bande pare feu ;
- Production des semences améliorées.

6.4.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune urbaine de Dakoro

Tableau 10 : Principaux intervenants au niveau de la Commune urbaine de Dakoro

Intervenant	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
BEFEN	ONG Nationale	Nutrition, santé	Commune
PACIII	Programme	Récupération de terres	commune
Croix Rouge	ONG Internationale	Santé	commune
CARE INTERNATIONAL	Humanitaire	AGR, travaux CES/DRS	commune
PAM	ONG Internationale	Sécurité alimentaire	
UNICEF			
PHRASEA			
PDRD	Projet	Travaux CES/DRS	commune
PASEL			
PPAO		Renforcement des capacités	Commune
CESAO		Appui aux producteurs	Commune

6.4.12. Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 11 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRANT 1-1	1.1.10 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification des changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification des changements climatiques.			
	1.1.11 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.12 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.			
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placées.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.	02		CARE/ALP
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.			
EXTRANT 1.3	1.3 Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation	01		PANA/R
Extrait 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en œuvre			
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.			
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusé aux niveaux nationaux et internationaux diffusés	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrait 2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée			
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résilientes et porteuses			
	2.1.3 Nbre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'emboche				
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.				

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées			
Extrant2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développé et testé au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2e année du projet des semences .de sésame et d'arachide seront développés et testées sur 10 ha de champ test par commune			
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires technique de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.			
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur la l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisé sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.			
Extrant 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
Extrant 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.			
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixé.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..			
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.			
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de koris traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de koris seront aménagés et traités.			
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.			
Extrait 2-6	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.			

6.5. COMMUNE RURALE DE GADABEJI

6.5.1. Localisation et principales caractéristiques :

La commune rurale de Gadabéji fait partie des deux (02) Communes du Département Bermo. Elle est située entre 14°79 et 14°97 de latitude Nord et 6°59 et 7°34 de Longitude Est à environ quatre-vingt kilomètre au nord-est de Dakoro

Elle a été créée par la loi N°2002-014 du 11 juin 2002.

La population de la commune rurale de Gadabéji est estimée à 18.842 habitants (en 2010, recensement administratif) avec une densité moyenne de 5 habitants/km²

Cette population est répartie dans 116 tribus et villages administratifs.

L'élevage, l'agriculture et l'artisanat constituent les principales activités socio-économiques des populations de la commune.

La réserve de Gadabéji représente un atout majeur à la commune ; afin que cette richesse puisse perdurer, une surveillance accrue doit être mise en œuvre afin que le micro climat puisse favorablement produire ses avantages comparatifs.

6.5.2. Caractérisation démographique et socioéconomique

Gadabéji est une zone pastorale ; il est donc évident que les premiers habitants de cette localité soient des nomades, d'abord les Touaregs venant d'Iferouane, puis les peulhs et viennent en dernière position les Haoussa ; les communautés de Gadabéji étaient et sont encore aujourd'hui en grande partie des nomades.

Avant l'arrivée du premier Administrateur de cercle de Dakoro (le 1^{er} Janvier 1946) Mr Vil Main Maurice, la famille kinni Barka était les notables ; l'accueil que cette famille offrait à son hôte lui valu le titre de Tamabri, puis quelques années plus tard nommé comme chef de groupement Kel Férouane de Gadabéji ; ce nom vient d'un puits que le commandant de cercle avait foncé ; ce puits était entouré d'un peuplement immense de gommier ; lorsque les peulhs viennent s'approvisionner, ils disent qu'on va au puits du gommier dans leur langue qui veut dire Gadabéji (gommier) et c'est ainsi que le village a pris le nom du puits entouré de gommier.

Honorable chef Kinni Barka est donc le premier chef du Groupement Nomade Kel Férouane de Gadabéji.

La population de la commune rurale de Gadabéji est estimée à 18.752 habitants (recensement administratif de la commune) dont 52 % de femmes soit 9.751 habitants et 48% des hommes soit 9.001 habitants. Elle est majoritairement constituée des Touaregs (80%) suivis des Haoussas et des peulhs.

Les mouvements migratoires des populations sont liés essentiellement à l'exode rural des jeunes en milieu Haoussa et Touareg en direction des pays côtiers ou le Nigeria et concerne particulièrement les jeunes à la fin des travaux champêtres ; les femmes peulhs vont

également en exode un peu partout en Afrique ; les jeunes touaregs vont généralement en Libye ou en Algérie.

Les causes de cet exode saisonnier sont la recherche des moyens financiers surtout pour faire face aux besoins de la famille pendant la saison de soudure.

L'élevage, l'agriculture et l'artisanat constituent les principales activités socio-économiques des populations de la commune.

L'agriculture est pratiquée par les populations sédentaires de la bande sud de la commune ; bien que cette zone ne soit pas officiellement reconnue par les services compétents comme une zone de production agricole, les habitants l'exercent comme la zone agricole, puisqu'ils ne sont pas des éleveurs.

Seulement, les superficies emblavées sont faibles comparativement à la bande sud ; comme contraintes, rencontrées, elles se résument, faible production agricole, manque d'intrants, manque de matériels modernes de production, manque de semences améliorées, manque de revenus aux producteurs, attaques des ennemis de cultures, manque d'agent d'encadrement, insuffisance de Banques céréalières, manque d'intrants agricoles, précocité dans la limitation de la date des libérations des champs.

L'élevage est la principale activité économique des populations de la commune de Gadabéji; mais les sécheresses successives de ces dernières années ont véritablement décimé une grande partie des effectifs.

Les contraintes liées à cette pratique sont les suivantes : insuffisance d'agents d'encadrement, insuffisance de BAB et BIZ, persistance de certaines épizooties ramenées par le bétail non vacciné des transhumants, insuffisance des APV, fréquence des feux de brousse et insuffisance parc et couloirs de vaccination.

L'artisanat et le commerce constituent des facteurs de la croissance de la zone. En effet, le commerce du bétail est très fructifié avec l'arrivée des commerçants du Nigeria. Cependant la construction des routes secondaires peut d'avantage rentabiliser ces activités économiques.

6.5.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

Les sols et la couverture végétale se sont fortement dégradés dans une grande partie du territoire de la commune du fait des sécheresses récurrentes et des actions de l'homme.

Des actions de récupération des terres agricoles, pastorales et forestières sont menées en réponses aux défis multiples, cependant, les résultats demeurent largement en deçà des attentes, du fait de l'emprise spatiale relativement vaste des phénomènes de dégradation des terres.

6.5.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

Les populations de la commune rurale de Gadabéji ont adoptées et développées des stratégies pour faire face aux variabilités et aux changements climatiques.

Il s'agit, entre autres, de la pratique de la régénération naturelle assistée, de la pratique du paillage, de l'épandage de la fumure organique dans les champs; pratique, de l'aménagement des mares, de la plantation des arbres et de la modification des régimes de pâturage.

Toutefois, on note au niveau local, une réelle volonté de participation de ces communautés aux activités de planification et de mise en œuvre des interventions, ce qui est un gage de réussite des activités entreprises.

6.5.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

Repérage des bonnes pratiques en cours :

- Appui au maraîchage ;
- Appui à l'embouche ;
- Ouvrages anti érosives ;
- Vulgarisation des semences améliorées.

Recensement des possibilités évoquées par les communautés locales :

- Pratique du paillage ;
- Pratique de la RNA ;
- Epandage de la fumure organique dans les champs ;
- Ouverture des bandes pare feu ;
- Réalisation des ouvrages CES/DRS ;
- Valorisation des espèces ;
- Mise en défens ;
- Reboisement ;
- Responsabilisation des populations locales.

6.5.6. Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

Les principales contraintes au développement de l'agriculture dans la commune sont :

- Baisse de la production causée par le poids démographique, la pauvreté des sols, les attaques parasitaires, l'insuffisance de l'encadrement des producteurs, les dégâts des

animaux, l'insuffisance équipements agricoles modernes, l'insuffisance semences améliorées, l'irrégularité des pluies, L'insuffisance de ressources de financement de l'agriculture et les faibles capacités d'approvisionnement en intrants agricoles.

- La tendance est à la fréquence de l'insécurité alimentaire dans la commune.

En collaboration avec les populations locales, et les partenaires techniques (ONG, OCB, projets, etc.) exécutent des opérations de récupération des terres dégradées et de plantation sur des espaces dégradés, mais le suivi, la protection et l'entretien des plantations ne couvrent pas le temps souhaité afin de permettre la croissance des plants.

6.5.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, magasins d'approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d'approvisionnement en intrants zootechniques, etc.)

La situation des infrastructures permet de renforcer la capacité de résilience des populations devant ces risques possibles pouvant conduire à une insécurité alimentaire.

Ces dispositifs sont constitués de trois (3) banques céréalières, une (1) boutique d'intrants zootechniques, une (1) boutique à aliment bétail, des APV, une forêt classée réserve et des sites potentiels de cultures maraichères.

6.5.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

Plusieurs partenaires internationaux et nationaux ont été répertoriés et sont aux côtés des populations de la commune rurale de Gadabéji pour les accompagnent dans la recherche des fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

6.5.9. Capacité institutionnelle des services d'appui au secteur agricole notamment les services d'information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Les principaux services d'appui au secteur agricole à savoir le service de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Environnement et des Eaux et forêts, et du Génie Rurale ne sont pas représentés au niveau de la commune rurale de Gadabéji, ce qui constitue un handicap pour l'encadrement des populations de la commune.

D'autre part, au niveau départemental aussi, la capacité d'intervention de ces services est limitée aussi bien sur le plan de moyens humains, matériels que financiers. Cette situation constitue une véritable entrave pour assurer aux populations un encadrement dans le domaine de gestion des ressources naturelles et l'adoption de pratiques d'adaptation aux variabilités et changement climatique.

6.5.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le processus a permis l'identification d'un certain nombre d'options d'adaptation parmi lesquelles certaines activités sont mises en œuvre au niveau de la commune rurale de Gadabéji. Il s'agit principalement de :

- Vulgarisation des semences améliorées
- Epannage de la fumure organique dans les champs ;
- Pratique du paillage dans les champs ;
- Pratique de la RNA ;
- Reboisement ;
- Aménagement des mares ;
- Ouverture des bandes pare feu ;
- Réalisation des ouvrages CES/DRS ;
- Renforcement de capacités des producteurs.

6.5.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune rurale de Gadabéji

Tableau 12 : Collecte de données de terrain : Situation des intervenants dans le cadre du cofinancement

N°	Dénomination de l'organisation	Type d'organisation	Activités réalisées	Années de réalisations	Coût de réalisations	Localisation des réalisations	Nombre de villages touchés	Personne de contact
1	CARE	ONG	Clôture de la mairie et une partie du CSI ; construction deux hangars ; une maison de sage-femme	2014	7 718 600	Gadabéji	1	Le maire
			Achat et distribution de 110 moutons	2014		Village de garin namata ; gadabadji	2	
			Appui à un réparateur moto	2014	370 000	Gadabéji	1	
			Fixation de dune (10ha) ; confection demi-lune (10ha)	2014		Zango mouloul ; hardo bouda ; tafassawa	3	
			Banque zoo technique			Zango Ahmad kemil	1	
2	AREN	Association	Fixation de dune (30ha);			Ourfa; massayaki	2	Assadek Alkabouss 96431638
			Formation de 50 brigadiers anti feu					
			Réalisation bande pare feu			Garin Ali	1	
			Reconstitution du cheptel			Tagayé ; ezeref	2	
			AGR (petits commerces ; artisanat ; embouche)					
			Demi-lune					
			Cash transfert					
3	AGIR	ONG	Réhabilitation muni AEP			Gadabedji bariki ; woursena	2	Bala 96616919
			Puits cimenté			Guidan bakoy ; zango tabla ; garin	5	

N°	Dénomination de l'organisation	Type d'organisation	Activités réalisées	Années de réalisations	Coût de réalisations	Localisation des réalisations	Nombre de villages touchés	Personne de contact
						mahamadou ; afagay ; ardo lawal		
			Construction de deux classes et fournitures et vêtements des élèves			Afagay ; ardo lawal	2	
			Achat et distribution de 80 moutons et 115 chèvres			Afagay ; ardo lawal	2	
			Réhabilitation d'un puits cimenté			Zango diko	1	
4	CAPONG	ONG	Formation des directeurs d'école et membres de COGES sur éducation environnement					
5	OXFAM	ONG	Construction d'un puits cimenté			Ahmad Dallo	1	Janari boka 96057648
6	PASEL	Projet	Construction d'une classe			Ahmad Dallo	1	96057648
7	PASOC	Projet	Sensibilisation sur le SIDA			Ahamad Dallo ; garin bakoye ; zango ahmad	3	96057648
8	PUSADER	Projet	Achat et distribution de 228 tetes de chevres			Ahmad Dallo ; zango maissamari ; ahmad tchanzam ; poundou dabo ; bakoba ; zango halid ; massayaki ; garin tanko	8	96057648

6.5.12. Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 13 : Collecte de données de terrain : Niveau actuel des indicateurs du projet ABC

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRANT 1-1	1.1.13 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification des changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification des changements climatiques.			
	1.1.14 Nombre des techniciens des services techniques décentralisés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques décentralisés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.15 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.			
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placées.			

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.			
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.			
EXTRA NT 1.3	1.3.3. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation			
Extrant 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en oeuvre			
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises organisés.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.			
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusés aux niveaux nationaux et internationaux diffusés	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrant 2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée			
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résilientes et porteuses			
	2.1.3 Nbre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche				
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.		384 ménages		CARE, AGIR, PUSADER
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées			

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
Extrant 2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développé et testé au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2e année du projet des semences .de sésame et d'arachide seront développés et testées sur 10 ha de champ test par commune			
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires technique de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.			
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur la l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisé sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfiques tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.			
Extrant 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
Extrant 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.	10 ha		CARE
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixé.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..	40 ha		CARE, AREN
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.	55 km		AREN
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de kori traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.			
Extrant 2-6	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.			
	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.			

6.6. COMMUNE RURALE DE KORAHANE

6.6.1. Localisation et principales caractéristiques :

La commune de Korahane est l'une des quatorze (14) communes du département de Dakoro.

Elle a été créée par la loi n°2002-14 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux.

La commune rurale de Korahane est située à environ 25 km à l'Ouest de Dakoro.

Elle est limitée par :

- au Nord et à l'Est par la commune urbaine de Dakoro ;
- au Sud par la commune rurale d'Adjékoria ;
- à l'Ouest par les départements de Bouza et Abalack.

Sa population est estimée à 10.927 habitants dont, 5.746 femmes (2010) répartie dans 40villages administratifs, tribus et hameaux avec une densité moyenne de 7 habitants/km².

L'agriculture, l'élevage et l'artisanat constituent les principales activités économiques des habitants de la commune rurale de Korahane.

On distingue trois types de sols au niveau de la commune rurale de Korahane :

- les sols ferrugineux tropicaux ;
- les sols iso humides et ;
- les sols hydro morphes.

Le climat est de type sahelo-saharien.

La végétation est constituée d'arbustes clairsemés.

Les eaux de surface sont composées d'une mare principale à Farin Baki. La Tarka qui traverse une grande partie de la commune est une vallée fossile.

La nappe phréatique est très profonde (plus de 80 m) dans certaines zones de la commune.

6.6.2. Caractérisation démographique et socioéconomique

La population de la commune rurale de Korahane est estimée à 10.927 habitants dont, 5.746 femmes (2010) répartie dans 40villages administratifs, tribus et hameaux avec une densité moyenne de 7 habitants/km².

Trois (3) groupes ethnolinguistiques composent cette population les haoussas majoritaires suivi des peulhs et Touaregs.

L'agriculture, l'élevage et l'artisanat constituent les principales activités économiques des habitants de la commune rurale de Korahane.

L'agriculture est de type pluviale et se pratique aussi bien sur les terres de vallées que sur les terres dunaires. Les principales spéculations sont le mil, le sorgho, le niébé, l'arachide, le sésame, le voandzou et dans une moindre mesure le manioc, l'oseille et le calebassier. Ces cultures sont faites le plus souvent en association. (mil+niébé+sorgho ; mil+arachide ; mil+sorgho+arachide et sorgho+niébé).

Concernant la destination des productions agricoles, on note que :

- Le mil et le sorgho sont autoconsommés ;
- Le niébé, l'arachide et les autres spéculations sont le plus souvent destinés la vente pour faire face aux dépenses liées aux avènements sociaux (mariages, baptême, fêtes, etc.

Seconde activité économique de la population de la commune, l'élevage est pratiquée sous deux (2) formes:

- L'élevage semi-intensif sédentaire intégré à l'exploitation agricole ;
- L'élevage extensif ou transhumant pratiqué surtout par des éleveurs nomades.

6.6.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

Les sols et la couverture végétale se sont fortement dégradés dans une grande partie du territoire de la commune du fait des sécheresses récurrentes et des actions de l'homme.

Des actions de récupération des terres agricoles, pastorales et forestières sont menées en réponses aux défis multiples, cependant, les résultats demeurent largement en deçà des attentes, du fait de l'emprise spatiale relativement vaste des phénomènes de dégradation des terres.

6.6.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

Les multiples efforts entrepris en matière de restauration des sols et de plantation ne couvrent encore qu'une faible partie des besoins. Cependant, l'utilisation des techniques de restauration des sols pour favoriser l'infiltration des eaux ouvre la voie vers le renforcement de la résilience écologique et le rétablissement d'une situation viable.

Toutefois, les fluctuations de pluviométrie représentent une lourde contrainte pour les éleveurs et les agriculteurs de la commune.

6.6.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

Les principales en cours sont les suivantes :

- -Renforcement des capacités des organisations de base ;
- -Elaboration des microprojets et financement des AGR ;
- -Aménagement de la mare permanente de la commune ;
- Mise en place des banques céréalières, des boutiques d'intrants agricoles, zootechniques et à aliments bétail ;
- -Ouverture de bandes pare-feu ;
- -Sécurisation des ressources pastorales
- -Réalisation des puits pastoraux.

6.6.6. Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

Les principales contraintes au développement de l'agriculture dans la commune sont :

- Baisse de la production causée par le poids démographique, la pauvreté des sols, les attaques parasitaires, l'insuffisance de l'encadrement des producteurs, les dégâts des animaux, l'insuffisance d'équipements agricoles modernes, l'insuffisance des semences améliorées, l'irrégularité des pluies, l'insuffisance des sources de financement de l'agriculture et les faibles capacités d'approvisionnement en intrants agricoles.
- La tendance est à la fréquence de l'insécurité alimentaire dans la commune.

En collaboration avec les populations locales, les partenaires techniques (ONG, coopération décentralisée, projets, etc.) exécutent des opérations de récupération des terres dégradées et de plantation sur des espaces dégradés, mais le suivi, la protection et l'entretien des plantations ne couvrent pas le temps souhaité afin de permettre la croissance des plants.

6.6.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, magasins d'approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d'approvisionnement en intrants zootechniques, etc.)

La commune rurale de Korahane dispose de 43 Banques Céréalières, 1 boutique d'intrants zootechniques et 1 boutique d'intrants agricoles (source PDC).

6.6.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

Il existe au niveau de la commune rurale plusieurs groupements féminins, plusieurs groupements des jeunes, des groupements mixtes, des groupements des agriculteurs, des groupements des éleveurs, des coopératives, des grands groupes de comités villageois (COGES), mouvements associatifs et fédérations, régies différemment et dont les modes de fonctionnement et les tâches générales des membres sont multiples et diversifiées compte tenue des axes, vocations et problématiques diverses(cf. Fiche questionnaire).

6.6.9. Capacité institutionnelle des services d'appui au secteur agricole notamment les services d'information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Les principaux services d'appui au secteur agricole à savoir le service de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Environnement et des Eaux et forêts, et du Génie Rural ne sont pas représentés au niveau de la commune rurale de Korahane, ce qui constitue un handicap pour l'encadrement des populations de la commune.

D'autre part, au niveau départemental aussi, la capacité d'intervention de ces services est limitée aussi bien sur le plan de moyens humains, matériels que financiers. Cette situation constitue une véritable entrave pour assurer aux populations un encadrement dans le domaine de gestion des ressources naturelles et l'adoption de pratiques d'adaptation aux variabilités et changement climatique.

6.6.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le processus a permis l'identification un certain nombre options d'adaptation parmi lesquelles certaines activités sont mises en œuvre au niveau de la commune rurale de Korahane. Il s'agit principalement de :

- -Renforcement des capacités des organisations de base ;
- -Récupération des terres agricoles, pastorales et forestières ;
- -Vulgarisation des engrais et semences améliorées;
- Mise en place des banques céréalières, boutique d'intrants agricoles et boutique d'intrants zootechnique ;
- -Ouverture de bandes pare-feu ;
- -Sécurisation des ressources pastorales ;
- Aménagement mare ;
- -Réalisation des puits pastoraux.

6.6.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune rurale de Korhane

Tableau 14 : Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention

Groupement féminin Niya ba ta ga raggo 37 membres (korhane)
Groupement féminin Daddo 40 membres (korhane)
Groupement féminin Hadin kai, 30 membres (korhane)
Groupement mixte Hadin kai 28 membres (korhane)
Groupement des jeunes kokari 105 membres (korhane)
Groupement féminin Mountchigaba 26 membres (korhane)
Groupement féminin Kossamou chi adana 50 membres (korhane)
Groupement des agriculteurs Haské 60 membres (korhane)
Groupement des éleveurs Dour Ngoul 67 membres (korhane)
2 Groupements féminins Mournia et Mey niya 50 membres (village de Dan Binta)
1 Groupement féminin Chitana 32 membres (village de Zongon Tella)
2 Groupements : féminin Rayoua Gari, Tchigaba karkara et Alhéri (village de Mallamawa)
1 Groupement mixte Dadin Kowa (village de Massa)

2 Groupements, masculin Himma et féminin Himma (village de Meyrakoumi)
Groupement féminin Mey nawa (village de Garin Gado Salifou)
Groupement féminin Niya (village de Djidan Tadjé)
Groupement féminin Tatalin Sanaa (village de Farin Baaki)
Groupement féminin Karoua (village de Zongon Ali)
4 Groupements : masculin Wadata, mixte tattali et 2 groupements féminins Kaaroua et Tchigaba(village de Meygimo)
Groupement mixte Jitoua (village de Dourkou Gidan Daagi)
Groupement mixte Anno Mounnak (village de Zongon Hamza Ibba)
Groupement mixte Lellewan (village de Hardo Mahaman de Doogon Daagi)
Groupement mixte Mountchigaba (village de Tajayé)
Groupement mixte Hadin kai (village de Zongon Adamou Kaaki)
Groupement mixte Avenir Tattali 46membres dont 34hommes (village de Garin Dourkou)
Groupement mixte Lelewan 47 membres (village de Paafel)
Groupements Taanadi et Saa(Village de kollingo)
Grouement Mixte manoma a sayé (Village de Dan Tawayé)
Groupement féminin Anfani Gari et Groupement des jeunes Atchima Gouri (village de Dan Baki)

Groupement féminin Anwadata (Village de Dan Makaou)
Village de Doogon Daagi Agali
3 Groupements : Himma Manoma (hommes), Wadata et Son Juna(femmes) Village de Baouré Bahago
2 Groupements mixtes Jinkai Ga Dan Adam et Nassamou (Village de Baouré Tchatcha)
Groupements masculin jindaadi manoma et féminiin tchida yada gayi yayou (village de kouran mota)
Groupements féminin AZZA et masculin NASSARA (village de Hamada Wourikel)
Groupement masculin kokarin matchaya da manoma (village de Tagué)
Groupement mixte biyéiya (village de Bakin Moutoun/tribu bororo)
Groupement ingantchi karkara (village de zinno magagi)

Coopératives :

1	Taanadi (membres hommes, korhane)
2	Hankouri (membres 50hommes, village de Farin Baaki)
3	Hankouri (membres 103 femmes, village de Farin Baaki)
4	Koungia Matassa a manoma (village de Djidan Dourkou)
5	Convergence Jitoua (village de Gidan Dourkou)

Associations :

1	ANEDH (Association Nigérienne pour l'Emancipation et les Droits de Homme)
---	---

2	ANDDH (Association Nigérienne pour les Droits De l'Homme)
3	KARANGIA (Association féminine)
4	TIMIDRIA
5	AREN

Fédérations :

1	USIVD (Union de la Société Inter Villageoise de Développement)
2	TAMIN DAWA (agriculteurs de korhane)
3	HASKE (agriculteurs de korhane)
4	DOUR NGOUL (éleveurs de korhane)
5	TAYMAKO DA KAI DA KAI (village de Gidan Dourkou)

6.6.12. Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 15 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRANT 1-1	1.1.1 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification et changements climatiques.	3	06/10/2015	Mairie
	1.1.2 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.3 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	10	01/11/2015	Projet ABC

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placées.	1	06/10/2015	Mairie
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.		/	
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.			
EXTRA NT 1.3	1.3. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation			
Extrait 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet .	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en œuvre			
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises organisés.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.			
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusées aux niveaux nationaux et internationaux diffusées	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrait 2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résiliences et porteuses			
	2.1.3 Nbe de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche		Plusieurs ménages sont appuyés par PAC3	06/10/2015	Mairie
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.				
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées			
Extrant2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune			
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires techniques de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.			
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.			
Extrant 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	1	06/10/2015	Mairie/ONG PAC3
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.			
Extrant 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.	31 ha	06/10/2015	Source commune/ PAM/Service ENVIRONNEMENT
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixées.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..			

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.			
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de kori traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.			
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.	4,5 ha	06/10/2015	Mairie /PDRD
Extrant 2-6	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.	1	06/10/2015	Mairie/ONG PDRD

6.7. COMMUNE RURALE DE ROUMBOU

6.7.1. Localisation et principales caractéristiques :

Estimée à 9820 habitants en 2010, la population de la Commune, composée de Haoussa, de Touareg et de Peulh, répartis sur 409,16 km², soit une densité de 24 habitants/km²

L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités socio-économiques des populations vivant dans 22 villages administratifs.

La commune rurale de Roumbou, l'une des quatorze communes du département de Dakoro est située dans la partie Nord dudit département. Dans cette zone agro écologique de transition, la sécurité alimentaire des ménages est l'une des plus précaires. En effet, « *Une année sur deux est jugée déficitaire. Les déficits alimentaires pour un ménage vulnérable sont supérieurs à 40% soit l'équivalent de 4 à 5 mois de manque de nourriture dans les greniers avant de bénéficier des prochaines récoltes (si ces dernières sont bonnes, sinon on parlera de vulnérabilité cumulée).* » (Care Niger, PNER48, mars 2000)

On distingue trois types de sols dont les dénominations en langue locale (Haoussa) sont les *gulbi*, terres de vallées⁹, les *jigawa*, terres lessivées, et les *hako*, terres de glaci.

Espèces animales : tonne très faible accidentellement ou trouve des perçaires, des reptiles...
Espèces végétales : En detioro des plantes herbarées on trouve : les emphorbes, les accacia (sengl, nilstica,..) le balanités particulièrement dans la vallée de la tarka.
Habitat sensible :
Ressources en eau : pas des eaux de surfaces, les nappes phréatiques deviennent de plus en plus profondes

6.7.2. Caractérisation démographique et socioéconomique

La population de cette Commune en majorité musulmane est essentiellement rurale et est structurée, organisée en ménage et en famille. Les principaux groupes ethnolinguistiques sont les Haoussas, les Peulhs et les Touareg.

L'économie de la commune de Roumbou, comme celle de la plupart des localités du département de Dakoro, dépend principalement de l'agriculture, de l'élevage, et du commerce. Le commerce du bétail connaît un essor considérable en raison de sa proximité avec la zone pastorale. Avec la création du centre artisanal de Dakoro, la bijouterie et la maroquinerie renaissent.

Le village de Roumbou-Sakabal, chef-lieu de commune du même nom, tient sa renommée de l'importance de son marché hebdomadaire, dont le rayonnement a drainé de nombreuses populations issues de différentes communautés de la sous-région. Aux Touareg *Tégama*, sont venues s'agglomérer des *Katsinawa*, des *Gobirawa*, des *Mélawa*, des Peuls,

des *Koransobawa*, pour ne citer que ceux-ci. Ainsi l'arrivée et l'installation de ces populations ont généré toutes sortes d'activités faisant du marché et du village de Roumbou-Sakabal un centre prospère et cosmopolite.

Le village de Roumbou-Sakabal, hormis l'école traditionnelle, la médersa, le CSI et la mini adduction d'eau potable créée par le PROSOPAS, ne dispose d'aucune autre infrastructure de type moderne. Au niveau de l'animation de la vie publique, existent quelques organisations de type comités de gestion (COGES du CSI, de la banque céréalière, du dépôt de médicaments vétérinaires et intrants zootechniques, de l'école), ainsi qu'une association de parents d'élèves, et des groupements de femmes. Ces organisations ont l'habitude de conduire quelques activités comme le stockage de mil, l'entraide lors des travaux champêtres; l'octroi de crédits...etc.

Dans la commune de Roumbou, les relations monétarisées sont peu importantes lors des transactions foncières. Ainsi, les champs concernés sont le plus souvent des petits lopins et les coûts, varient en fonction du type de terre ou de la qualité du sol (les *gulbi*, terres de vallées, sont plus chers que les *jigawa*, terres lessivées, et les *hako*, terres de glaciés), et en fonction de la distance qui sépare le champ du village.

Les chefs de villages ont encore la main mise sur l'accès au patrimoine foncier. Les chefs de villages mettent à la disposition de ces nouveaux occupants des terres sous forme de don ou de prêt, qui sont généralement retirées pour plusieurs raisons, comme la transhumance administrative, le non ralliement au parti politique du chef du village, les conflits divers, etc.

L'agriculture est la locomotive de l'économie locale. Tous les ménages quel que soit leurs statuts pratiquent cette activité. L'élevage est la deuxième activité, tout le monde s'y adonne,

Les principaux animaux élevés sont les camelins, les bovins, les ovins, les caprins, les asins et la volaille. Cet élevage est pratiqué sous deux formes : l'élevage de case et l'élevage transhumant.

Plusieurs ménages de la commune surtout les moyennement et extrêmement vulnérables, pratiquent l'élevage dit de « case », qui constitue une sorte d'épargne, permettant de survivre pendant les périodes de soudure. En effet les petits ruminants sont vendus sur les marchés locaux pour se ravitailler en céréales. L'élevage des petits ruminants et celui de la volaille sont l'apanage des femmes. Quant à l'élevage des bovins et asins, c'est une activité dévolue aux hommes. Ces derniers animaux sont généralement confiés aux enfants pour l'exercice d'AGR du genre *dako* (transport de marchandises et de personnes, recherche et vente d'argile, de paille etc.), ce qui permet aux ménages moyennement vulnérables de s'en sortir pendant les périodes de soudure.

6.7.3. Dégradation des terres et degré de perte de capital naturel au niveau de la commune

Dans cette zone de transition, l'espace pastoral traditionnel devient de plus en plus exigu, et s'amenuise avec la montée du front agricole. D'après une étude réalisée par OXFAM Grande

Bretagne et AREN de décembre 2005, sur la sécurité alimentaire : « Dans la zone pastorale les surfaces cultivées ont augmenté de 28% par rapport à l'année dernière. En effet, 22 % des foyers en zone pastorale ont cultivé cette année, dont un tiers d'entre eux pour la première fois. L'avancée du front de cultures sur la zone pastorale a été très évidente en 2005, reflétant la précarité des moyens de subsistance des populations de cette zone dont l'élevage suffit de moins en moins à faire vivre les foyers ».

6.7.4. Capacité de résilience des systèmes de production alimentaire et des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire pour faire face au changement climatique

La rareté des ressources naturelles a rendu de plus en plus aigus les conflits latents relatifs à leur gestion. D'abord les conflits autour des points d'eau, d'un côté entre éleveurs et éleveurs (qui va commencer à abreuver le premier ?), et entre éleveurs et villageois, par rapport à la redevance à payer pour abreuver le bétail, et à la coupe d'arbres pour alimenter le bétail par manque d'herbe. Ces coupes d'arbres, outre les conflits qu'elles génèrent, ont des conséquences sur les ressources ligneuses qui sont surexploitées. .

Dans cette zone agropastorale où les terres agricoles sont dégradées, la capacité de résilience des agriculteurs est très limitée. Pour les pasteurs, c'est surtout la *transhumance* vers les régions agricoles pendant la saison sèche qui constitue la première stratégie pastorale utilisée par les éleveurs. Cependant, la transhumance a des exigences : a) premièrement, la compréhension par les agriculteurs de la situation des éleveurs ; b) deuxièmement, l'information ; c) troisièmement, l'existence de points d'eau (mares, marigots, infrastructures hydrauliques etc.) ; d) quatrièmement, la sécurité.

La seconde stratégie pastorale est la décapitalisation. Généralement, les populations vendent quelques animaux, pour se ravitailler en céréales ou acheter des intrants zootechniques (éleveurs), ou bien pour acheter des vivres en période de soudure (agriculteurs ou agropasteurs). Il y'a aussi la pratique du "*banda*" ou boucanage de la viande qui est pratiquée au moment de la famine. Cette activité d'achat et d'abattage d'animaux dans un état de malnutrition chronique est dévolue exclusivement aux bouchers.

6.7.5. Mesures pour accroître la production agricole face à l'augmentation des températures et à une plus grande fréquence des sécheresses

Types d'activités en cours :

- Banque Céréalières ;
- Banque Aliment Bétail ;
- Education non formelle ;
- Vulgarisation des semences améliorées,
- Plantation d'arbres ;
- réhabilitation de puits ;
- protection de la régénération naturelle ;
- Embouche bovine et ovine ;

- Banque d'intrants agricoles ;
- Elevage de case ;
- Pépinière villageoise ;
- Ouverture de Bandes pare feu, etc.

6.7.6. Appréciation de la capacité d'adaptation du secteur agricole afin de faire face aux risques liés aux changements climatiques

En collaboration avec les populations locales, et les partenaires techniques (ONG, coopération décentralisée, projets, etc.) exécutent des opérations de récupération des terres dégradées et de plantation sur des espaces dégradés, mais le suivi, la protection et l'entretien des plantations ne couvrent pas le temps souhaité afin de permettre la croissance des plants.

Les impacts sont très faibles compte tenu de la quantité plantée jusqu'à là, ils constituent toutefois, de réservoirs de carbone

6.7.7. Infrastructures communautaires opérationnelles (banques céréalières, magasins d'approvisionnement en engrais et en pesticides, magasins d'approvisionnement en intrants zootechniques, etc.)

Il a été recensé environ 80 Banques Céréalières, Banques d'Aliments de Bétail, et des Boutiques d'intrants zootechniques

6.7.8. Capacités institutionnelles des sites pilotes à mobiliser les fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

Plusieurs partenaires internationaux et nationaux sont aux côtés des populations de la commune rurale de Roubou et les accompagnent dans la recherche des fonds pour la mise en place des infrastructures nécessaires et pour la gestion durable des terres

6.7.9. Capacité institutionnelle des services d'appui au secteur agricole notamment les services d'information et de vulgarisation à faire face au changement climatique

Les principaux services d'appui au secteur agricole à savoir le service de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Environnement et des Eaux et forêts, et du Génie Rural ne sont pas suffisamment représentés au niveau de la commune de Roubou, ce qui constitue un handicap pour l'encadrement des populations de la commune.

D'autre part, au niveau départemental aussi, la capacité d'intervention de ces services est limitée aussi bien sur le plan de moyens humains, matériels que financiers. Cette situation

constitue une véritable entrave pour assurer aux populations un encadrement dans le domaine de gestion des ressources naturelles et l'adoption de pratiques d'adaptation aux variabilités et changement climatique.

6.7.10. Principales interventions d'adaptation considérées lors du processus du PANA comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois

Le processus a permis l'identification dix(10) options d'adaptation parmi lesquelles certaines activités sont mises en œuvre au niveau de la commune de Roumbou. Il s'agit principalement de

- Banque Céréalières ;
- Banque aliments Bétail ;
- Aménagement des mares ;
- Equipements agricoles ;
- Adaptation aux changements climatique (semences améliorées, plantation, réhabilitation puits) ;
- Protection régénération naturelle assistée ;
- Pépinière (Plantation) ;
- Bande pare feu ;
- Production des semences améliorées ;
- Elevage

6.7.11. Répertoire des intervenants et appréciation du niveau d'internalisation des leçons apprises et de gestion du savoir au niveau de la Commune de rurale de Roumbou

Tableau 16 : Principaux intervenants et au niveau de la Commune de rurale de Roumbou

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
CARE	ONG Internationale	<ul style="list-style-type: none"> - Banque Céréalières - Adaptation aux changements climatique - Appui accompagnement des institutions locales 	100
MSF Belgique	ONG Internationale (Humanitaire)	Programme de prise en charge médico nutritionnel pour les enfants de 0 à 5 ans et les femmes en ceintes et allaitantes	Huit Aires de santé (Dakoro, Korahane, Kornaka Adjékoria, Alorma Soly, goula et sabon Machi)
ASB	ONG Internationale	<ul style="list-style-type: none"> - Banque Céréalières - Banque aliments Bétail - Cantine scolaire - Troupeaux scolaires - Construction classes - Jardins scolaire 	57 Villages
PDRD	Projet de développement local	<ul style="list-style-type: none"> - Banque Céréalières - Banque aliments Bétail - Aménagement des mares - Puits et routes en terre - Equipements agricoles - Marché à Bétail 	55 achèvement (projetction pour l'ensemble des 14 Communes du département)
SAREP (ONG KARKARA et VSB Belgique)	Projet de développement	BC, BAB, Boutiques d'intrants santé animale, Appuis aux organisations locales, la récheptilisation, appui au maraîchage, Partenariat les bandes pare feu, projet d'urgence, appui aux communes	88 villages directement touchés et leurs alentours
PDSA/CADEN	Appui aux groupement féminins ONG nationale	BC, Boutiques d'intrants, champs école paysans, micro-crédits, Embauche, Habbanaye, Appui à la décentralisation, appui aux OP, Sida, Environnement, Alphabétisation, crédit équipements agricoles (Charrettes, Charrues, Crédits de campagne)	127 Villages de Birnin Lalé et Adjékoria

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés
Action pour la Gestion intégrée des Ressources (AGIR)	ONG national	<ul style="list-style-type: none"> - Banque Céréalières - Banque Aliment Bétail - Education non formelle - Adaptation aux changements climatique (semences améliorées, plantation, réhabilitation puits) 	4 Villages
Construction à l'Education de Base CEB	ONG national	<ul style="list-style-type: none"> - Banque Céréalières - Banque Aliment Bétail - Adaptation aux changements climatique (Vulgarisation semences améliorées, protection régénération naturelles etc...) 	11 Villages 2 Villages 3 Villages
Ecole instrument de Paix (EIP)	ONG nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Banque aliment Bétail - Elevage de case - Vulgarisation semences améliorées - Pépinière (Plantation) 	2 Villages
Association pour le développement local de Dakoro ALAD	ONG Locale	<ul style="list-style-type: none"> - Banque d'intrants agricoles - Elevage de case - Pépinière villageoise - Bande pare feu 	2 Villages
Plate forme paysanne de Dakoro	Organisation paysanne (nationale)	<ul style="list-style-type: none"> - Production des semences améliorées - Séduction des bandes pare feu - Banque Céréalière 	1
Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger AREN	ONG nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Elevage - Bande pare feu - Adaptation aux changements climatiques (partenariat avec Gare) 	10 Villages et tribu (groupement)

6.7.12. Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi.

Tableau 17 : Valeurs de référence des indicateurs opérationnels de suivi

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT					
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi				
EXTRANT 1-1	1.1.4 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification des changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification des changements climatiques.	11 agents		Rapport de formation
	1.1.5 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.			
	1.1.6 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	5 ONG et OCB AGIR, ALAD, EIP, AREN		ALP/CARE ; PANA-Résilience
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placés.	<ul style="list-style-type: none"> - 20 pluviomètres SPIEA à Roubou ; - 40 agent des postes d'observation pluviométrique formé et équipé de sur la transmission de l'information pluviométrique ; 43 téléphones portables distribués en vue de faciliter la remontée des données pluviométriques au niveau de la DMN		Rapport PANA/DMN/ installation pluviomètres
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.	1 conseil agrométéorologique		PANA

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.	Aucune donnée n'a été enregistrée		
Extrant 1.3	1.3.. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation	Au démarrage du projet les risques climatiques, la dimension changement climatique et les mesures d'adaptations sont intégrés dans le PDC de Roumbo		Document du PDC version IDCC
Extrant 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en œuvre	Aucune donnée n'a été enregistrée		
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.	Voyage d'étude des producteurs pilotes sur les centres semencier de l'INRAN		Rapport de mission
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusés aux niveaux nationaux et internationaux diffusés	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés	4 bonnes pratiques identifiées	2015	PANA/Résilience
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi				
Extrant 2-1	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résilientes et porteuses	220 ménages		Rapport PANA
	2.1.3 Nbre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche		380 ménages	2015	Rapport PANA
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.				
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées		2014	PANA
Extrant 2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune	4 variétés de niébé, 2 variétés de sorgho et une variété de mil	2015	Rapport CDA, PANAune
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires techniques de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.	Dix (10) multiplicateurs de semences améliorées furent formés dans la commune de Roumbo par le projet PANA-Résilience	2015	Rapport d'activité PANA

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur la l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisé sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.	80 producteurs dont 30 femmes ont reçu les semences dans le cadre de l'effet tache d'huile en 2015	2015	PANA
Extrant 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	Une (1) BIA mise en place à Garin Gado	2013	Document PANA
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	1 BIZ		PANA/Résilience
Extrant 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.			
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixé.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..			
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.	50 km bandes pare-feu	2014	Rapport PANA CCA
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.			
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de koris traité et aménagés.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.	Une digue de protection de 380m a été réalisé à Sakabal pour traiter les berges de Kori	2015	PANA/R
Extrant 2-6	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagés	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.			
	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagés.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.		2015	Rapport PANA

TABLEAU 18 : Indicateurs de suivi du projet ABC

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT	Nombre et type d'acteurs au sein des 7 communes ciblées de la Région de Maradi qui dispose de capacités d'adaptation accrues face aux impacts projetés des changements climatiques.	Au moins 3 300 ménages (plus de 20 000 personnes), 40 agents des services techniques (avec un équilibre genre) et 90 membres des conseils communaux mettent en œuvre des mesures plus résilientes et adaptatives face aux changements climatiques.	Moins de 500 producteurs dans les communes de Roumbou et de Bader Goula ont acquis des capacités accrues pour faire face aux impacts des changements climatiques et ont adopté des activités résilientes.		
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi	Au démarrage du projet, les risques climatiques, la dimension changement climatiques et des mesures d'adaptation sont intégrés dans le PDC de Roumbou.	Les PDC de 6 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer les risques climatiques et la dimension changements climatiques, et pour appuyer la mise en œuvre d'actions d'adaptation.		
	1.1.7 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification et changements climatiques.	14 agents		Rapports de formation Korahane et Roumbou
	1.1.8 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	0		

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.1.9 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	5 ONG/OCB		ALP/CARE ; PANA-Résilience
	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placés.	20 pluviomètres SPIEA		Rapport PANA/DMN installation pluviomètres
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet 3 conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.	3 conseils agrométéorologiques		CARE/ALP PANA
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.	0		
	1.3. Nombre de Plans de Développement Communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation	Au démarrage du projet les risques climatiques, la dimension changement climatique et les mesures d'adaptations sont intégrés dans le PDC de 4 communes		Adjékoria, Azagor Roumbou Dakoro
	1.4.1. Nbre de Plans de communication du projet élaboré.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en œuvre	0		PRODOC
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises	D'ici la fin du projet 3 voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.	1 voyage d'échange effectué par les multiplicateurs de semences de Roumbou		Rapport de mission

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusé aux niveaux nationaux et internationaux diffusées	D'ici à la fin du projet 04 leçons apprises et expériences seront produits et diffusés	04 bonnes pratiques identifiées à Roubou par le PANA		Rapport bonnes pratiques PANA
Effet 2	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résiliences et porteuses.	250 ménages		PDSA /BA PANA-Résilience
	2.1.3 Nbre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et a l'embouche		1 857 ménages		PDSA /BA Projet (32-84), PAC3, CARE, AGIR, PANA
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.		100 ménages		SAFEM, PDSA /BA
	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées	0		
	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développé et testé au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2 ^e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune	Des semences de mil, sorgho et niébé ont été développées et diffusées		PDSA /BA PANA et ALP
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires technique de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.	Quinze (15) multiplicateurs de semences améliorées furent formés dans la commune de Roubou par le projet PANA-Résilience.		PANA ALP

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences.	180 producteurs		PDSA /BA PANA ALP
	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, 05 boutiques d'intrants agricoles et de 05 comités de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	8 BIA		PANA-R/PDSA /BA PAC3
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, 05 boutiques d'intrants zootechniques et de 05 comités de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	7 BIZ		PDSA /BA PANA
	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.	1059,58 ha		DDE/Dakoro PAM, CARE
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixées.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..	180 ha		PAC3, AREN, CARE
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.	1019,5 km		PAC3, ETAT, AREN
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.	0		
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de koris traités et aménagés.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de koris seront aménagés et traités.	380 m linéaires		PANA-R
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagées	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.	4,5 ha		PDRD

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Date de la valeur	Source de vérification
	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet 01 mares à vocation pastorales seront aménagées.	2		PDRD Bermo
			0		

VII. CONCLUSION

L'établissement de la situation de référence a permis au Projet- de disposer d'une masse critique d'informations socioéconomiques et environnementales à l'échelle des sites pilotes Elle a permis aussi de disposer d'une situation de départ des valeurs quantitatives ou qualitatives des principaux indicateurs de mesure de performances, de résultats et des impacts du Projet.

Ces principaux résultats ont été atteints après une analyse documentaire sur la conception du projet et une analyse des indicateurs essentiels de niveau d'effet. Ce qui a permis de vérifier leurs opérationnalités sur le terrain

D'autre part, un certain nombre d'outils permettant d'appréhender les paramètres de collecte ont été élaborés et validés.

VIII. DOCUMENTS CONSULTES

- Divers rapports sur la situation des comités de gestion des sites pilotes ;
- Divers rapports sur le diagnostic des communes abritant les sites pilotes ;
- Plan de Développement Communal des communes abritant les sites pilotes.

IX. ANNEXES

Annexe 1 : Termes de Référence

Termes de Référence pour « Elaboration d'une situation de référence du projet »

I.CONTEXTE/JUSTIFICATION

Le Gouvernement du Niger a élaboré en 2006 son Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA) aux changements climatiques. L'objectif général du PANA est de contribuer à atténuer les effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables dans la perspective d'un développement durable.

Le processus a conduit à la priorisation de quatorze (14) options d'adaptation portant sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des ressources en eau, de la gestion durable des terres, de la santé et du renforcement des capacités des organisations des producteurs. Ce faisant, partant de ces options, le Niger a soumis au FEM un projet d'adaptation au changement climatique dont le but est de renforcer la capacité d'adaptation du secteur agricole au changement climatique.

Ce projet intitulé « Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation du secteur agricole au changement climatique au Niger » a intervenu dans huit (8) communes en raison d'une par région du Niger. Il a pour objectif primordial de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des secteurs de l'agriculture et de l'eau.

Suite à la mise en œuvre du projet PANA-Résilience sur la période 2010-2013, le Niger a reçu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme de Nations Unies (PNUD), un financement pour la mise en œuvre du projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire ». Ce projet a pour objectif de renforcer la capacité de réaction et d'adaptation des services administratifs/techniques de soutien aux communes pour permettre la génération d'une masse critique de résilience communautaire aux changements climatiques et

de parvenir à une économie plus résiliente au climat dans la région de Maradi. Il interviendra dans sept (7) communes des départements de Dakoro et Bermo (région de Maradi).

Pour atteindre cet objectif, deux effets sont attendus : (i) l'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des communes prioritaires de la région de Maradi ; (ii) des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des communes prioritaires dans la région de Maradi.

La situation recherchée est la mise à l'échelle et la diffusion aux niveaux locaux des pratiques d'adaptation qui ont démontré de bons résultats, afin de catalyser un développement résilient face aux facteurs climatiques dans les secteurs les plus vulnérables. Les changements climatiques seront intégrés dans les plans communaux de développement et les budgets des communes ciblées, et l'information agrométéorologique sera disponible pour les différents acteurs. Des communautés résilientes capables d'effectuer un changement social et un développement socio-économique durable seront créées dans les communes d'intervention du projet.

Pour l'atteinte de ces effets, plusieurs activités ont été identifiées. Pour mener à bien ces activités, le projet envisage de conduire une étude de situation de référence de sa zone d'intervention afin d'être en mesure de mieux exposer ses réalisations et les effets et impacts induits par leur utilisation.

Le dispositif de suivi et d'évaluation du projet fournira les différents indicateurs d'appréciation de l'atteinte des résultats du projet en se basant sur la référence de type « avant intervention » ou « sans et avec projet ».

Cette étude se basera en grande partie sur les éléments d'appréciation les plus évidents et les mieux attribuables au projet afin de limiter la subjectivité et les lacunes d'attribution possibles.

Les informations qui seront rendues disponibles par l'activité permettront ainsi de mettre en évidence les résultats réellement atteints du fait de l'intervention du projet et mieux orienter les travaux des missions d'évaluation du projet.

Ces présents termes de références sont élaborés pour réaliser une étude portant sur la situation de références du projet.

II.OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif général de l'étude est de permettre au projet de disposer d'une masse critique d'informations socioéconomiques et environnementales à l'échelle des sites pilotes lui permettant d'asseoir une base de données de situation « avant intervention » pour mieux évaluer les résultats induits par le projet sur les communautés bénéficiaires et leur environnement.

L'établissement de la situation de référence du projet devra permettre de disposer d'une situation de départ des valeurs quantitatives ou qualitatives des principaux indicateurs de mesure de performances, de résultats et des impacts du Projet.

L'étude relèvera aussi la situation des expériences antérieures en matière de gestion durables des ressources naturelles dans les zones d'intervention du projet. Au plan socio-économique, l'étude fournira les informations sur la fonctionnalité des infrastructures socio-économiques en lien avec les problématiques du projet.

Les valeurs des indicateurs qui caractérisent la situation de départ du projet serviront de base de comparaison avec les valeurs des mêmes indicateurs de la situation du projet à mi-parcours ou en fin de phase.

Les indicateurs retenus pour apprécier les résultats du projet se déclinent en :

- ✓ des indicateurs de mise en œuvre des actions du projet ;
- ✓ des indicateurs de performance du projet ;
- ✓ des indicateurs de résultats du projet ;
- ✓ des indicateurs d'impact du projet.

III. RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu les résultats suivants :

- ✓ une analyse documentaire sur la conception du projet et son dispositif de suivi-évaluation est conduite ;
- ✓ les indicateurs essentiels de niveau d'effet et d'impact sont analysés et leur opérationnalité vérifiée ;
- ✓ une désagrégation des indicateurs opérationnels en des paramètres perceptibles sur le terrain est faite ;
- ✓ des outils permettant d'appréhender les paramètres de collecte sont élaborés et validés ;
- ✓ une collecte de données est conduite sur les sept sites d'intervention du projet ;
- ✓ une analyse des données et une interprétation des résultats est faite ;
- ✓ un document est soumis à la critique, corrigé et rendu disponible à temps opportun.

Ainsi, au terme du processus, il est attendu sous forme de produits:

- ✓ des fiches de collecte renseignées par site d'intervention du projet sur la base des indicateurs retenus ;
- ✓ un rapport de synthèse de la situation de référence du projet ;
- ✓ un rapport de fin de prestation qui retrace la méthodologie utilisée, les difficultés rencontrées et les recommandations.

Ces documents doivent être rédigés en Français et déposés à la coordination du projet à date échuée en version électronique, sous format Microsoft Word, sur CD et en version papier en trois exemplaires.

Le prestataire présentera le document au cours d'une réunion de validation organisée par le projet ABC.

IV. PROFIL DU PRESTATAIRE / QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES

Le prestataire doit posséder d'une expérience confirmée en matière de conduite et d'élaboration de situation de référence et être capable de développer des outils nécessaires à la collecte des données. La consultation sera faite par un consultant expert en suivi évaluation et en établissement de situation de référence.

Le consultant doit justifier de :

- ✓ un diplôme universitaire d'au moins (BAC+5) dans un des domaines suivants : suivi-évaluation, gestion des projets, agroéconomie, économie rural, gestion du développement rural, gestion des ressources naturelles, etc. ;
- ✓ une connaissance solide en développement rural, avec un accent particulier sur les processus et la gestion participatifs ;
- ✓ une connaissance approfondie sur les problèmes liés aux changements climatiques, la désertification et la gestion des ressources naturelles ;
- ✓ une expérience avérée dans l'établissement de situation de référence et de situation de base des projets de développement ;
- ✓ une expérience en matière de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- ✓ une bonne connaissance de méthodes de renforcement des capacités des organisations locales ;
- ✓ l'aptitude à effectuer des missions sur le terrain ;
- ✓ des aptitudes à travailler en équipe (y compris la médiation et la résolution des conflits) ;
- ✓ une très bonne aptitude à analyser et à rédiger en français ;
- ✓ une très bonne maîtrise de l'outil informatique.

V. DUREE DE L'ETUDE

La durée de l'étude est de 28 jours à compter de la date de la signature du contrat. Le dépôt des documents de l'étude se fera de la manière suivante :

- ✓ Premier document provisoire : 28 jours après le démarrage de l'étude ;
- ✓ Deuxième document provisoire : quatre (4) jours après les réunions techniques de validation ;
- ✓ Document définitifs : cinq (5) jours après la communication des observations des structures de gestion du projet.

VI. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

L'établissement de la situation de référence se fera à partir des données et information collectées sur le terrain par les équipes du projet sous la supervision des experts en suivi évaluation qui les transmettront au consultant.

Il est prévu de manière condensé, les étapes suivantes pour la mise en œuvre de la mission :

Etape 1 : La préparation de la phase terrain à travers l'élaboration des outils de collecte des données, le canevas de rapport.

Etape 2 : La recherche documentaire.

Etape 3 : La collecte des données sur le terrain.

Etape 4 : La synthèse et élaboration du rapport de situation de référence.

Etape 5 : L'animation d'un atelier de validation des rapports.

Etape 6 : La rédaction et dépôt des rapports définitifs.

VII. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les CV d de candidature doivent être déposés à la coordination du projet à Dakoro, à l'adresse suivante : BP 44 Tél : 21 42 66 86/87 le 06 novembre à 13h00.

Annexe 2 : Fiche de collecte de données terrain : Information de base

1. Informations de base sur la zone analysée¹

- *Région de :*
- *Département de:*
- *Commune de :*
- *Localisation et principales caractéristiques :*
- *Principales parties prenantes agissant dans la zone :*

1.1. Données sociales et culturelles

Communautés locales et autochtones : statuts et pratiques/aspects sociaux et/ou religieux; ex : sites sacrés

1.2. Données environnementales

Espèces animales (fournir une liste des espèces principales et significatives)

Espèces végétales (fournir une liste des espèces principales et caractéristiques de l'écosystème)

Habitats sensibles (zones de nutrition, de reproduction, de croissance des espèces, etc.)

Ressources en eau (principaux cours d'eaux, mares, nappes phréatiques)

1.3. Données économiques (ex : agriculture, élevage, commerce, chasse, pêche, cueillette, vente de bois de chauffe, etc.)

1.4. Gestion des ressources: principaux thèmes à considérer suivant les cas analysés

Espèces menacées

Espèces envahissantes

Braconnage

Utilisation des terres

Productions agricoles

Pastoralisme

2. Détermination des problèmes clés en matière de biodiversité, de désertification et de changements climatiques

2.1. Quelques questions² préalables à se poser :

Qu'est-ce qui change et dans quelle mesure ? (Situation)

Quelle est la raison du changement ? (Pression)

Pourquoi est-ce important ? (Utilisation)

Que faisons-nous pour y répondre ? (Réponse)

Avons-nous les moyens de formuler et de mettre en œuvre des mesures pour y répondre ? (Capacité)

2.2. Définition de territoires appropriés d'analyse en vue de l'utilisation de la grille d'indicateurs de biodiversité, de désertification et de changements climatiques

Repérage de secteurs représentatifs en fonction de la sensibilité de l'écosystème considéré et de ses composantes face aux menaces exercées sur la diversité biologique et/ou soumis à des phénomènes cycliques ou permanents de sécheresse.

¹ La zone témoin peut être un écosystème protégé ou non de type mangrove, forêt, zone agro-sylvo pastorale, etc.

²On attend une réponse en fonction du niveau d'implication des participants et du but visé.

Fiche de collecte de données terrain : désertification

PRESSION Processus et menaces	ÉTAT Situation et tendances	RÉPONSE Efficacité des mesures
DÉSERTIFICATION		
<p>Couverture végétale : - Feux de brousse</p> <p><input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Si oui, indiquer Fréquence :</p> <p>Superficie brûlée par an : - Déboisement</p> <p>- Surpâturage</p> <p>Consommation d'eau :</p> <p>Conditions de la surface du sol : Formation de dune de sable : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Conséquence sur le paysage ?</p> <p>État de surface des sols :</p> <p>Performance des récoltes : +</p> <p>Autres indicateurs de pression à définir selon les contextes</p>	<p>Type de désertification <input type="checkbox"/> Éolienne <input type="checkbox"/> Hydrique <input type="checkbox"/> Salinisation</p> <p>Végétation - Typologie des formations végétales :</p> <p>- Biomasse végétale :</p> <p>- Consommation de bois :</p> <p>Occupation des sols : - Formations végétales :</p> <p>- Degré d'artificialisation :</p> <p>Vulnérabilité des sols : <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyenne <input type="checkbox"/> Forte</p> <p>Disponibilité en terre : - Pour les activités agricoles :</p> <p>- Pour les activités pastorales :</p> <p>- Pour le nomadisme :</p> <p>Situation des terrains de parcours :</p> <p>Situation des terres cultivées non irriguées :</p> <p>Situation des terres cultivées irriguées :</p> <p>Disponibilité et besoin en eau :</p>	<p>Repérage des bonnes pratiques en cours : - Les énumérer</p> <p>Repérage des bonnes pratiques en cours : - Les énumérer</p>

PRESSION Processus et menaces	ÉTAT Situation et tendances	RÉPONSE Efficacité des mesures
DÉSERTIFICATION		
	Qualité de l'eau Paramètres de processus sociaux : - Existence de conflits <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Conséquences : - Transhumance <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Conséquences : - Tendance à la sédentarisation : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Conséquences : - Problèmes fonciers : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Conséquences :	

Fiche de collecte de données terrain : biodiversité

PRESSION	Processus et menaces	Situation et tendances	Mesures d'adaptation
Biodiversité			
<ul style="list-style-type: none"> • ESPÈCES Envahissement - espèces exotiques - Nombre : - Degré de gravité : <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Fort - Impacts causés par des espèces exotiques envahissantes : Espèces menacées NB : Se référer aux	<ul style="list-style-type: none"> • ÉCOSYSTÈME Tendances dans l'étendue des écosystèmes et des habitats choisis : Variantes de structure : - Destruction d'habitats - Fragmentation - Réorganisation <ul style="list-style-type: none"> • ESPÈCES Tendances dans l'abondance et la répartition des espèces	Services tirés de l'écosystème : - Énumérer les services Diversité biologique utilisé dans : - Alimentation : - Soins de santé : - Pratiques culturelles et religieuses :	Repérage des bonnes pratiques en cours : Recensement des possibilités évoquées par les communautés locales :

PRESSION	Processus et menaces	Situation et tendances	Mesures d'adaptation
Biodiversité			
<p>catégories de la liste rouge de l'Union mondiale pour la nature (UICN).</p> <p>- Nombre :</p> <p>- Lesquelles :</p> <p>Changement dans l'état d'espèces menacées :</p> <p>Pas de changement <input type="checkbox"/></p> <p>En cours de changement <input type="checkbox"/></p> <p>Quelles en sont les manifestations ?</p> <p>- Incidences de l'exploitation sur les espèces endémiques</p> <p>Espèces vulnérables :</p> <p>- Nombre :</p> <p>- Lesquelles :</p> <p>Exploitation de la biodiversité :</p> <p><input type="checkbox"/> Légale</p> <p><input type="checkbox"/> Illégale</p> <p>Si illégale, sous quelles formes ?</p> <p>Utilisation des terres :</p> <p>- Décrire les différents modes de mises en valeur des terres :</p> <p>Facteurs physiques</p>	<p>choisies :</p> <p>NB : Les tendances peuvent être exprimées de différentes façons:</p> <p>densité, envergure de la répartition, nombre d'individus, présence, biomasse, volume, etc., selon ce qui est réalisable par des observations pratiques de terrain.</p> <p>- Pour les espèces endémiques :</p> <p>- Pour les espèces endémiques menacées :</p> <p>- Pour les espèces présentes dans une aire protégée</p> <p>(si le cas se présente) :</p> <p>- Pour les espèces valorisées qui revêtent une importance socioéconomique :</p> <p>- Pour les espèces exploitées :</p> <p>- Pour les espèces d'intérêt culturel :</p> <p>- Pour les espèces migratoires :</p> <p>Utilisation actuelle de la biodiversité :</p> <p><input type="checkbox"/> Stable</p> <p><input type="checkbox"/> À la baisse</p>		

PRESSION	Processus et menaces	Situation et tendances	Mesures d'adaptation
Biodiversité			
<p>directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Changement de température moyenne <input type="checkbox"/> - Changement dans les précipitations <input type="checkbox"/> - Toutes autres perturbations <p>Autres facteurs de pression biologique causés par l'être humain</p>	<input type="checkbox"/> À la hausse		

Fiche de collecte de données : Synthèse

Synthèse	
Problème actuel Menaces/écosystème	
Réponse à prévoir à court terme	
Adaptation à long terme	

Collecte de données de terrain : Situation des intervenants

Répertoire des organisations locales de la zone d'intervention

Région :	Département :
Commune de :	Nombre total de villages

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés

Collecte de données de terrain : Situation des intervenants

Répertoire des intervenants dans la zone d'intervention

Région :	Département :
Commune de :	Nombre total de villages

Intervenant	Type d'organisation	Types d'activités	Nombre de villages touchés

Collecte de données de terrain : Niveau actuel des indicateurs du projet ABC

Région :	Département :
Commune de :	Nombre total de villages

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence indiquée dans le document de projet	Valeur de référence actuelle	Date de la valeur	Source de vérification
IMPACT	Nombre et type d'acteurs au sein des 7 communes ciblées de la Région de Maradi qui dispose de capacités d'adaptation accrues face aux impacts projetés des changements climatiques.	Au moins 3 300 ménages (plus de 20 000 personnes), 40 agents des services techniques (avec un équilibre genre) et 90 membres des conseils communaux mettent en œuvre des mesures plus résilientes et adaptatives face aux changements climatiques.	moins de 500 producteurs dans les communes de Roumbou et de Bader Goula ont acquis des capacités accrues pour faire face aux impacts des changements climatiques et ont adopté des activités résilientes.			
EFFET 1	L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi	Au démarrage du projet, les risques climatiques, la dimension changement climatique et des mesures d'adaptation sont intégrés dans le PDC de Roumbou.	Les PDC de 6 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer les risques climatiques et la dimension changements climatiques, et pour appuyer la mise en œuvre d'actions d'adaptation.			
EXTRANT 1-1	1.1.10 Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques.	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification et changements climatiques.	Aucune donnée dans le document du projet			
	1.1.11 Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	Aucune donnée dans le document du projet			
	1.1.12 Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	Aucune donnée dans le document du projet			
EXTRANT 1-2	1.2.1. Nombre de stations météorologiques automatiques installé et équipé et le nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées et 500 pluviomètres SPIEA placées.	20 pluviomètres SPIEA à Roumbou			

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence indiquée dans le document de projet	Valeur de référence actuelle	Date de la valeur	Source de vérification
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet X conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés.	la radio rurale Muryan Dakoro diffuse déjà à travers des émissions radiophoniques les bulletins agro-hydrométéorologiques, ainsi que toute autre information climatique pertinente (y compris les options d'adaptation potentielles).			
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.	Aucune donnée dans le document du projet			
EXTRANT 1.3	1.3.3. Nombre de plans de développement communaux qui intègre des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation	Au démarrage du projet les risques climatiques, la dimension changement climatique et les mesures d'adaptations sont intégrés dans le PDC de Roubou			
Extrait 1-4	1.4.1. Nbre de Plans de communication du projet élaborés.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en oeuvre	Aucune donnée dans le document du projet			
	1.4.2. Nbre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises organisés.	D'ici la fin du projet X voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.	0			
	1.4.3. Nbre de leçons apprises et expériences du projet diffusés aux niveaux nationaux et internationaux diffusés	D'ici à la fin du projet X leçons apprises et expériences seront produits et diffusés	0			
Effet 2	Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi	D'ici la fin du projet des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes seront mises à l'échelle diffusées et mises en œuvre au niveau des 7 communes prioritaires dans la région de Maradi.	Des pratiques et mesures (semences améliorées, AGR résilientes, ensemencement de pâtures, CES/DRS, données météorologiques etc.) ont été mises en œuvres par les Projets PANA-Résilience et ALP dans les communes de Roubou et Azagor.			
Extrait2-1	2.1.1 Nombre d'étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation réalisées	D'ici la fin du projet une étude sur la rentabilité socio-économique des AGR proposées et des filières résilientes, économiquement viables et les plus prometteuses en termes de débouchés et de commercialisation sera réalisée	0			
	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.		0			

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence indiquée dans le document de projet	Valeur de référence actuelle	Date de la valeur	Source de vérification
	2.1.3 Nbe de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et a l'embouche	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résilientes et porteuses.	Expériences de PANA et d'ALP en termes d'AGR résilientes.			
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.	-	0			
Extrait 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filière réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées	0			
Extrait 2-3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2 ^e année du projet des semences de sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune	Des semences de mil, sorgho et niébé ont été développées et diffusées par le PANA et ALP			
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires techniques de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.	Dix (10) multiplicateurs de semences améliorées furent formés dans la commune de Roubou par le projet PANA-Résilience.			
PRODUIT 1-11	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur la l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation, pour permettre l'adhésion des producteurs, l'adoption et l'utilisation de ces semences..	0			
Extrait 2-4	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants agricoles et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	0.			
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mis en place	D'ici à la fin du projet, X boutiques d'intrants zootechniques et de comité de gestion seront mises en place au sein des 7 communes.	0			

Niveau dans la chaîne	In titulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence indiquée dans le document de projet	Valeur de référence actuelle	Date de la valeur	Source de vérification
Extrait 2-5	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisées.	0.			
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixé.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixées..	0.			
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feux mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feux mis en place.	0			
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.	0			
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de kori traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de kori seront aménagés et traités.	0			
	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.	0			
Extrait 2-6	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagé.	D'ici la fin du projet des mares à vocation pastorales seront aménagées.	0			
			0			